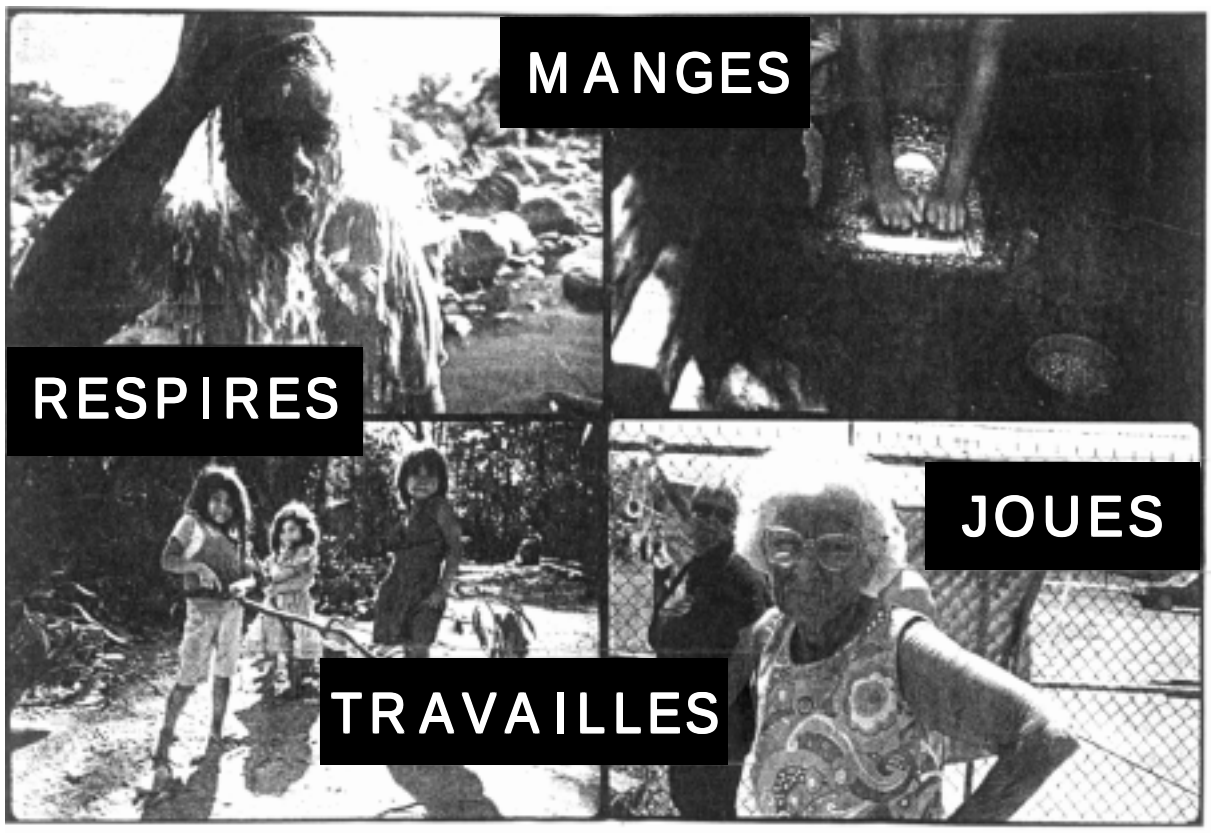
S-26 SI TU

En direct de Prague: www.prague.indymedia.org



TU ES DEJA ENGAGÉ

FAIS LE PROCHAIN PAS

Misère, famines, chômage, catastrophes écologiques, réduction des aides sociales, OGMs, les riches toujours plus riches, guerres, corruption, épidémies, changements climatiques

Si tous ces problèmes empirent, c'est qu'ils ont tous leurs racines dans un système économique et politique mondial qui ne vise que la concentration sans limite de la richesse et du pouvoir. **La "mondialisation" n'est pas une fatalité, c'est une stratégie** pour défaire la résistance tenace de toutes les formes d'organisation et de défense populaires (depuis les syndicats des métropoles jusqu'aux communautés paysannes et indigènes du Sud) qui s'opposent au renforcement de la domination capitaliste. En effet, la mondialisation forcenée du commerce et des investissements soumet tous les peuples de la planète à un double chantage :

D'une part, on organise une concurrence internationale acharnée: aux investisseurs de récompenser les gagnants (toujours provisoires) de cette "course vers le bas" par un surcroît d'exploitation. Et aux notables d'organiser une "société compétitive"! Quand à ceux et celles que la misère force à émigrer vers les pays "gagnants", ils se retrouvent sans droits, encore plus exploités que les autres et cibles d'une xénophobie savamment orchestrée. Partout, ce régime néolibéral rend nos sociétés de plus en plus violentes et inégalitaires, l'exclusion côtoyant l'accumulation la plus scandaleuse.

D'autre part, la mondialisation fait croître notre dépendance, en tant que consommateurs, à des circuits de production et de distribution toujours plus longs et complexes, entièrement sous le contrôle des multinationales. Quand nous ne mangerons plus que des tomates d'Afrique, alors que là-bas ils se battront pour quelques grains de maïs transgénique nord-américain, que signifiera concrètement la démocratie?

Tout cela s'organise notamment à travers trois institutions clés: le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale (Bm) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Profitant de l'endettement et des crises provoqués par un système financier et commercial néocolonial, le FMI et la Bm sont intervenus pour obliger les pays appauvris à livrer leurs économies toutes entières aux entreprises transnationales à sacrifier les services publics les plus élémentaires: l'école, l'eau, la subvention des produits essentiels. Pour des centaines de millions de personnes cela signifie la misère, la famine, la violence et la mort. Quant à l'OMC, elle élabore une "constitution de l'économie mondiale" qui vise à imposer les intérêts des transnationales au Nord comme au Sud, au détriment de l'environnement et des droits des peuples.

Il ne s'agit pas seulement de mâter les résistances, mais aussi d'ouvrir de nouveaux champs d'investissement pour les capitaux immenses qui s'accumulent. Il reste encore des activités humaines à transformer en marchandises : l'éducation, la culture, l'eau, les sociétés agraires traditionnelles et leurs connaissances, la vie même… Et si les institutions internationales et les pressions économiques ne suffisent pas, il reste les interventions militaires, paramilitaires, voire "humanitaires"…

UN MOUVEMENT MONDIAL DE RESISTANCE

Mais la résistance aussi s'organise! Autour du globe, les mouvements populaires n'ont jamais cessé de résister. Depuis quelques années, ceux-ci se coordonnent au niveau international pour montrer que partout on refuse la logique de la concurrence et de la soumission. En mai 1998, l'Action Mondiale des Peuples (AMP) a appelé à la première Journée d'Action Mondiale (JAM), à l'occasion du sommet ministériel de l'OMC à Genève. Des dizaines de milliers de personnes ont répondu à cet appel dans environ 70 villes du monde. En juin 1999 (sommet du G8) et en novembre 1999 (sommet ministériel de l'OMC à Seattle) d'autres Journées d'Action Mondiale ont rencontré le même succès. A Seattle même, les manifestants ont réussi à bloquer l'ouverture du sommet, relançant dramatiquement le mouvement mondial.

Le 26 septembre, le FMI/Bm tiennent leur assemblée générale à Prague, l'Action Mondiale des Peuples, l'Appel de Bangkok et d'autres réseaux, appellent de nouveau à des actions de protestations dans tous les pays du monde. 110 villes ont déjà annoncé leur participation, et plus de 20 000 manifestants sont attendus à Prague. Genève, d'ailleurs, ne sera pas en reste...

5ème JOURNÉE D'ACTION MONDIALE DE L'AMP CONTRE L'ASSEMBLÉE DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE A PRAGUE LE 26 SEPTEMBRE

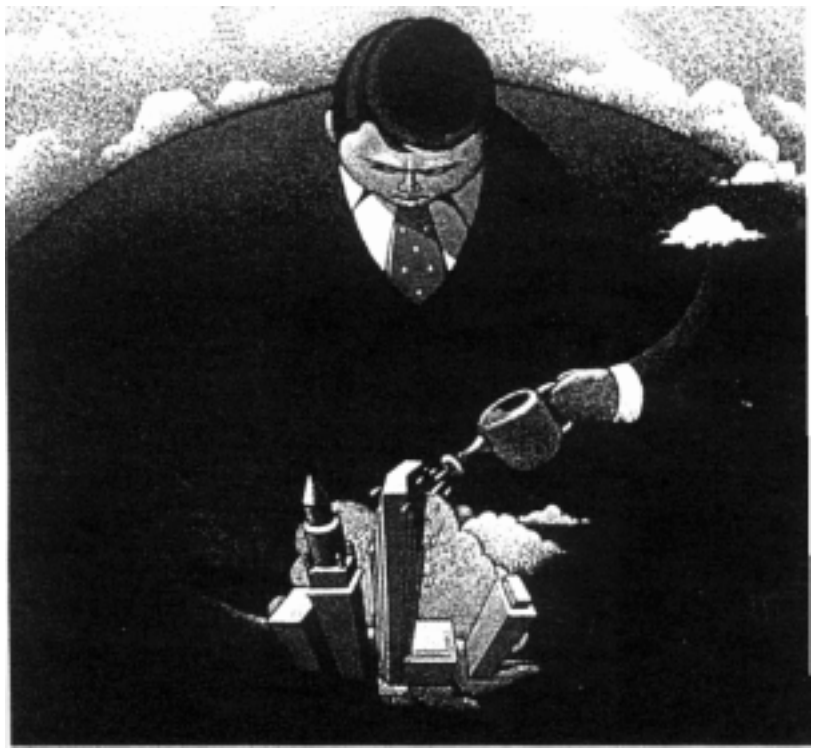
JAM DE PRAGUE: EXTRAITS DES APPELS CONTINENTAUX DU COMITE DE PILOTAGE DE L'AMP

EUROPE

L'exemple tchèque : En 1990, le gouvernement tchèque accepte un programme d'ajustement structurel et un prêt de 3.9 milliards de dollars du FMI. Depuis, les gouvernements successifs se sont attelés à libéraliser, déréglementer, privatiser et couper dans les dépenses publiques, visant des taux de rendement élevés. Le revenu réel d'une famille ouvrière ou agricole a baissé de façon dramatique ; les acquis sociaux ont été réduits de 40% depuis 1997 et de 60% depuis 1991 ; le chômage et le sexisme aggravent les conditions de vie des femmes ; l'environnement est devenu le lieu bon marché de ressources premières pour les multinationales ; le racisme augmente contre les minorités Roms et Sintis, stimulé pour détourner l'attention du peuple des problèmes réels ….Dans le monde, plus de 4 milliards de personnes vivent avec moins de $2 par jour. A peu près 17 millions d'enfants meurent chaque année de maladies bénignes. Un tiers des habitants de l'hémisphère sud mourra avant 40 ans. Dans les pays en voie de développement, 250 millions d'enfants sont réduis à travailler comme des esclaves pour les multinationales. L'Union européenne, elle, compte 50 millions de gens qui vivent sous le seuil de pauvreté et 5 millions de sans-abri ; 30 millions de gens souffrent de malnutrition…

INPEG (Prague), Ya Basta (membre du comité de pilotage de l'AMP pour l'Europe), Assemblée européenne de mobilisation

Manifestations annoncées en relation avec Prague: Afrique du Sud - Argentina: Buenos Aires, Rosario, Cordoba - Australia: Melbourne, 10 000 manifestant sont déjà passés à l'action pour bloquer le Forum asiatique de Davos (WEF, Asie). Il faudra faire mieux à Davos en janvier !- Bangladesh: le Garments Workers Unity Forum (ouvrières du textile) et le Revolutionary Unity Front organisent une large coalition pour faire le siège du bâtiment de la Banque Mondiale ! - Belgique - Boli-



FMI/BM/OMC: Pouvoirs impériaux du nouvel ordre capitaliste

Le problème que nous voulons poser – à Prague et partout dans le monde – n'est pas seulement celui de la Dette, ni celui du dérèglement des marchés financiers. Depuis presque 20 ans, ces phénomènes ont provoqué un véritable holocauste. Ce ne sont pourtant que les derniers incidents de parcours du capitalisme. Le FMI, la BM et l'OMC, institutions responsables de ces " bavures ", ne sont elles-mêmes que les derniers avatars d'un régime économique qui depuis sa naissance ensanglante la planète. Elles ne sont que des éléments dans une politique d'ensemble qui vise à contrer les rébellions et exercer un pouvoir toujours plus étendu et plus absolu sur le monde entier.
C'est pourquoi la lutte contre le FMI/BM/OMC ne concerne pas que le Sud.
Sans refaire toute l'histoire du capitalisme, cela vaut un petit retour en arrière.

Le " bon vieux temps " du capital

Il était une fois les "trente glorieuses" années (1945-1975) du capitalisme. "Glorieuses" car il y avait le plein emploi, l'Etat social et des salaires en hausse. Ce fut la seule période de son histoire à peu près sans crises économiques. Les prix Nobel de l'époque assuraient d'ailleurs qu'on n'en reverrait plus jamais… Pas si glorieuses que ça tout de même, puisque cela impliquait aussi le déracinement de millions de travailleurs/euses des campagnes d'Europe comme des Etats-Unis, un travail à la chaîne toujours plus abrutissant, une destruction de l'environnement sans frein, des dépenses militaires immenses et - comme toujours - l'exploitation effrénée des colonies ou ex-colonies.

Au Sud, des prêts pour le "développement" étaient distribués, autant pour subventionner les industriels du Nord (chez qui finissait le gros de l'argent) que pour acheter des alliés politiques - notamment des dictateurs tels que Mobutu, Suharto, Marcos, etc. Avec ces prêts - à une certaine époque pratiquement forcés sur les gouvernements du Sud, en particulier par la Banque Mondiale – il s'agissait aussi d'imposer des formes de "développement" capitaliste. De cette époque datent une première série de désastres écologiques et sociaux: "révolution verte" de l'agriculture, barrages pharaoniques, etc., ainsi que l'expulsion d'une première marée humaine des campagnes et de ses formes d'existence en dehors du règne du capital. Parallèlement, ces pays tombaient dans un endettement dangereux à l'égard des puissances du Nord. Entre 1968 et 1980, la dette publique des pays du Sud et de l'Est a ainsi été multipliée par douze.

Inégalité

Il y a dix ans, les 20% les plus riches de la planète gagnaient déjà 50 fois plus que les 20% les plus pauvres, aujourd'hui c'est 150 fois plus et 50% de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour ! Merci qui ?

Avancées populaires et contre-offensive capitaliste

Les luttes des années soixante et septante ont mis en crise la rentabilité de ce modèle " keynésien " (état social et "partage" des bénéfices de la croissance au Nord, "développement" au Sud) du capitalisme.

Au Nord, les luttes pour plus de salaire et contre le travail abrutissant à la chaîne, les luttes des femmes pour l'égalité et pour faire payer le travail de reproduction à travers des allocations sociales, les luttes étudiantes, de quartier, etc. ont dangereusement diminué la rentabilité du capital.

Au Sud, depuis les années 1940 des politiques de développement autocentrées (substitution des importations), des mouvements de libération et des réformes agraires mettaient en cause, à terme, la rentabilité des ex-colonies, qui pouvaient profiter des contradictions entre leurs anciens maîtres et le capitalisme d'Etat du bloc de l'Est. Les révolutions chinoise, cubaine et algérienne inspiraient des révoltes partout, alors que les régimes populistes et nationalistes tels que le péronisme argentin, l'Inde de Nehru, l'Egypte de Nasser, la Yougoslavie de Tito ou l'Indonésie de Sukarno constituaient un pôle de pays " non-alignés ".

La contre-offensive capitaliste a pris (et prend) beaucoup de formes, y compris les plus sanglantes (400 000 assassinés en Indonésie en 1965, des millions de morts au Vietnam, 25 000 disparus en Argentine, Pinochet, l'Amérique Centrale, 5000 morts par an en Colombie, etc., etc., etc.).

Mais son chef d'œuvre a été une *réorganisation internationale du travail* qui a frappé autant au Nord qu'au Sud.

Le piège de la Dette

Il a suffi d'une hausse massive des taux d'intérêt, décrétée sous Reagan (1979), pour que pratiquement tous les Etats du Sud se retrouvent dans la nasse, incapables même de payer les intérêts de leurs dettes, sans parler de rembourser. Le FMI/BM se sont alors convertis en nouveaux maîtres coloniaux du monde. Pas besoin, en général, d'envoyer les "marines", ni même d'élever la voix! Il suffit d'expliquer que les bailleurs de fonds du Nord "ne comprendraient pas", "n'auraient pas confiance" dans telle politique économique trop " démagogique ". Or les Etats du Sud doivent absolument emprunter, d'abord pour payer leurs intérêts - confiance des " marchés " oblige – ensuite pour financer les importations les plus essentielles. C'est ainsi que les élites (il y toujours moyen de s'arranger entre gens bien, même des ex-communistes) en viennent à accepter les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) dictés et administrés par les fonctionnaires du FMI/BM.

Ces PAS imposent d'abord des mesures d'urgence, notamment la dévaluation de la monnaie (souvent de 40% à 50%) et une hausse massive des taux d'intérêt. La dévaluation est censée rendre plus compétitives les exportations (dont les recettes doivent servir à rembourser la dette…). Or, puisque les mêmes dévaluations sont imposées partout, cela ne sert qu'à rendre les exportations de tous les pays du Sud bien moins chères pour les transnationales qui les achètent ! En même temps, la dévaluation provoque une explosion dans les prix de produits importés essentiels (machines, pétrole, etc.) qui disloque l'économie locale.

La hausse massive des taux d'intérêt achève de mettre sur la paille petits paysans et artisans, dont la production ne peut jamais être assez rentable pour emprunter à ces taux d'intérêt. Les industries locales ne peuvent guère résister non plus, d'autant plus que l'imposition du " libre " échange les met directement en concurrence avec des transnationales, qui peuvent emprunter à des taux bien plus bas sur le marché financier international et qui sont de toutes façons plus puissantes et rentables.

Education

La Tanzanie utilise le tiers de son budget au remboursement de la dette, quatre fois ce qu'elle affecte à l'école primaire. Comme la Tanzanie, le Kenya est très endetté et paye le quart du budget de l'Etat au service de la dette et 6,8% seulement à l'éducation…Elles ne sont pas les seules : en Afrique sub-saharienne le pourcentage d'enfants de 6-11 ans scolarisés chuta de 60% dans les années 80 à moins de 50% dans les années 90.

Ensuite, les PAS incluent systématiquement l'élimination des tarifs protégeant les productions nationales, l'abolition de tout contrôle sur l'investissement et les mouvements de capitaux (notamment sur le rapatriement des bénéfices) et la suppression des subsides pour les biens et services essentiels (nourriture, éducation, santé). Les entreprises d'Etat sont privatisées (c'est à dire bradées aux transnationales). Une grande partie des fonctionnaires est licenciée. Les " droits de propriété intellectuelle " des entreprises étrangères sont reconnus (ce qui augmente massivement le prix des médicaments, entre autres), les protections environnementales et sociales sont affaiblies. La propriété communautaire ou étatique de la terre est condamnée pour permettre une appropriation massive des terres (et des produits du sous-sol) par les gros propriétaires et transnationales. L'industrie comme l'agriculture sont réorientées vers l'exportation (toujours pour payer la dette) aux dépens des besoins domestiques et de l'agriculture de subsistance.

Les PAS ont provoqué un écroulement du niveau de vie, la famine, la perte de la terre pour des *milliards* de personnes. Les situations de chaos et de désintégration sociale sont devenues " normales " un peu partout dans le monde pendant les années 1990; la remontée des épidémies et des taux d'analphabétisme, les baisses massives de l'espérance de vie (en ex-URSS, elle baisse d'à peu près une année chaque année !) sont très directement liées à ces politiques du FMI et de la Banque Mondiale. Les guerres civiles en Yugoslavie, le génocide du Rwanda, pour ne citer que ces deux exemples, ont éclaté après que des PAS avaient ruiné ces pays.

Santé

Les PAS ont accru les problèmes de santé dans les pays pauvres. Au Zimbabwe, par exemple, les dépenses de santé par tête ont chuté d'un tiers, depuis 1990, date de mise en œuvre du PAS.
En Zambie, la Banque mondiale a déclaré que les réformes du système de santé étaient un modèle pour le reste de l'Afrique. Selon Dickson Jere, ancien journaliste du Zambia Post: «C'est vrai qu'il n'y a pas de queue, mais c'est parce que les gens meurent chez eux.» En 1980, sous le gouvernement socialiste de Kenneth Kaunda, le taux de mortalité avant cinq ans était de 162 pour 1000, il est aujourd'hui de 202 pour mille : un enfant sur cinq meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans ! L'espérance de vie est tombée de 54 ans au milieu des années 80 à 40 ans aujourd'hui. Avec l'épidémie du SIDA, cela ne peut qu'empirer.
Dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, les gouvernements ont dépensé quatre fois plus pour le remboursement de la dette que pour la santé publique, ceci malgré la propagation effrayante du HIV et du SIDA.

Et la meilleure…

Entre-temps, le Sud a remboursé plusieurs fois le montant des emprunts originaux, mais le coût des intérêts est tel que sa dette a doublé, puis triplé… Le but du FMI, de la Banque Mondiale et des puissances qu'ils servent était-il vraiment de la réduire ? Ça fait belle lurette que les pays pauvres paient chaque année beaucoup plus aux pays riches qu'ils n'en reçoivent. La Banque Mondiale elle-même, qui se donne des airs d'organisme désintéressé d'aide, est en fait une entreprise très rentable.

La charité bien ordonnée de la Banque Mondiale

Devant le Congrès, Lloyd Bentsen, ancien secrétaire au Trésor, a expliqué quels avantages les Etats-Unis tiraient de leur contribution à la Banque Mondiale:
«L'année dernière, les Etats-Unis ont avancé une participation de 1,6 milliard de dollars aux banques multilatérales. En retour, les banques ont octroyé aux compagnies américaines des contrats d'équipement pour un montant supérieur à 2,2 milliards de dollars. La différence en faveur des Etats-Unis est de 37%.»

vie : une marche de milliers de paysans des Cinco Federaciones del Tropico et d'autres organisations traverse le pays et devrait arriver à la capitale vers le 26 (un représentant sera à Prague). - Brasil: São Paulo, Belo Horizonte, Fortalezza, Campinas et Santa Maria, Sorocaba - Canada - Colombia - Croatie - Chypre - République tchèque: 20'000 manifestants pour bloquer l'ouverture de l'assemblée du FMI/BM, un contre-sommet, deux semaines d'actions et activités, plus ? ? - Dane-

Mais pourquoi donc est-ce qu'ils continuent ? Quelle est la réalité derrière l'idéologie officielle ?

Depuis que les premiers conquistadores et colons ont débarqué, mousquet dans une main et pacotille dans l'autre, leurs entreprises de pillage et asservissement ont toujours été menées au nom du bien-être des victimes. Aujourd'hui, les slogans du développement et de la démocratie ont remplacé ceux de la civilisation occidentale et de la vraie foi. Le FMI a remplacé l'administration coloniale, la Banque Mondiale les missionnaires, les transnationales les Compagnies des Indes. Enfin, les buts " humanitaires " (ou contre le narcotrafic) des puissances de l'OTAN masquent les objectifs impériaux des interventions militaires.

La " clôture " des terres du Sud

La différence est que l'emprise – et les dégâts – du capitalisme sont bien plus pénétrants, plus totaux aujourd'hui, au Sud comme au Nord. La majorité des paysans et indigènes du Sud n'avaient été qu'indirectement affectée par l'exploitation coloniale. Malgré les massacres, la traite des esclaves, les plantations, la dislocation et l'appauvrissement de leurs économies, etc., les cultures et les modes de vie traditionnels subsistaient en grande partie. Depuis bientôt vingt ans, FMI et BM utilisent le levier de la Dette et la massue des " projets de développement " pour obliger des centaines de millions de personnes à abandonner les terres, les forêts et les cours d'eau desquels ils tiraient leurs moyens de subsistance avec un minimum de dépendance au monde marchand capitaliste.

Cet énorme coup de force rappelle celui, fondateur du capitalisme, des lois sur les " clôtures " du 18e siècle. Celles-ci ont privatisé les " communs " (terres collectives traditionnelles) de Grande Bretagne, livrant un prolétariat désormais sans moyens de production aux bras accueillants des premiers capitalistes. Aujourd'hui, des lois semblables visent l'élimination de la propriété commune de la terre en Afrique ainsi qu'en Amérique Latine (d'où entre autres la révolte Zapatiste). Par ailleurs, les petits paysans du monde entier sont expulsés par le simple fait d'être directement exposés à la concurrence de l'agro-business multinational. Les pêcheurs du monde entier voient les réserves côtières éclusées par des bateaux usines, les cours d'eau ruinés par des mega-barrages. Les indigènes des forêts sont chassés par la déforestation, par les exploitations pétrolières et minières, voire par les projets de " protection de la nature ", ou d'écotourisme. Leurs cultures et savoirs traditionnels sont détruits – ou volés par l'industrie de la bio-tech.

Et on s'étonne et on s'inquiète des immenses déplacements de populations qu'entraîne cette nouvelle étape du capitalisme ! Bientôt la majorité des populations du Sud seront campées dans les immenses bidonvilles qui entourent chaque métropole, une proie facile pour les industriels des " zones franches " (de droits), pour les trafiquants de main d'œuvre, de drogue, de l'industrie du sexe, d' enfants ou d'organes.

Débridé, le capital finit cannibale. Les migrations intercontinentales – malgré les nouveaux rideaux de fer à l'Est de l'Europe ou au sud des Etats-Unis, malgré les noyades quotidiennes au large de Gibraltar – se font toujours plus massives. Ces déracinements affectent en premier lieu les femmes, qu'elles soient seules dans les campagnes à maintenir leur famille, embauchées dans les " maquillas " des zones franches ou émigrées comme ouvrières, domestiques au noir ou prostituées.

Le capital est content. Il dispose ainsi d'un immense réservoir de main d'œuvre au Sud et d'une masse de travailleuses et travailleurs immigrés qui font pression sur les salaires. " L'armée industrielle de réserve " a été depuis le début l'arme majeure du capital contre le travail. Il suffit de quelques " maquillas " au Sud, de quelques fuites de capitaux (par exemple, l'Italie en '77, la France en '81, la Grande Bretagne sous Wilson) pour calmer beaucoup de luttes et pour transformer des champions socialistes en "réalistes". Les travailleurs/euses du Nord font dès lors l'objet d'un double chantage: délocalisation et immigration de main d'œuvre bon marché. Les efforts pour limiter celle-ci ne font qu'empirer le problème puisqu'elle se transforme alors en main d'œuvre clandestine, sans droits, donc moins cher et plus difficile d'organiser.

Le travail est ainsi parqué ou embarqué comme du bétail au gré des intérêts des employeurs, alors que le " libre " échange des marchandises, la mobilité absolue des capitaux et des prix de transport sans rapport avec son coût réel facilitent une réorganisation permanente de la production pour contrer les luttes populaires. Avec ses passeports et ses visas, cette nouvelle division internationale du travail reproduit quantitativement et qualitativement l'apartheid - mais à l'échelle mondiale. Masses reléguées dans des " patries " appauvries et forteresses riches et blanches pourvues de ghettos de sans droits. Aujourd'hui, la servante clandestine se banalise aussi à Genève.

Les nouvelles " clôtures " - Vers la marchandisation totale?

A ces expulsions et déplacements massifs s'ajoutent *des " clôtures " nouvelles*. Car il ne suffit pas au capital de renverser le rapport de force avec le travail. Soit, les salaires baissent, mais cela crée un nouveau problème: qui va donc acheter la production si les travailleurs ne peuvent plus consommer autant? Et si la production stagne, où va-t-on investir les milliards de milliards qui s'amassent?

Toujours à la recherche de nouveaux champs d'investissement pour les énormes capitaux accumulés, et alors que la réduction des salaires déprime la demande des productions traditionnelles, les transnationales cherchent à s'approprier, à *marchandiser* de nouveaux domaines, qui relevaient jusqu'ici des services publics, des activités non-monétaires ou des richesses communes gratuites*: les communications, l'éducation, la santé, les semences, l'eau, les connaissances traditionnelles, la reproduction humaine (du travail ménager à la conception artificielle en passant par la culture, les loisirs et le sexe) et les principes de la vie elle-même*. Ces nouveaux domaines ont généralement aussi l'avantage de porter sur des produits de consommation obligée, dont personne ne peut se passer. Leur monopole implique donc des bénéfices garantis et un pouvoir absolu. (Une publication interne de Monsanto, géant de l'agro-business, explique candidement que " puisque l'eau *est aussi essentielle à la vie* que les semences, Monsanto se doit de le contrôler ". Premières victimes visées : le Mexique et l'Inde.)

Mais le capital est aussi inquiet, car les luttes circulent et communiquent, entre ces millions de " wetbacks " et va-nus-pieds. Ce n'est pas un hasard si la majorité des personnes arrêtée lors des émeutes de Los Angeles provenait des terres dévastées d'Amérique Centrale. La centralisation du pouvoir et de la planification capitaliste à travers des institutions telles que le FMI, la Bm et l'OMC permet aussi une unification des résistances. Des cycles de luttes internationales spontanées se sont répandus dans le monde pour s'opposer à la politique du FMI/BM. De 1985 jusqu'à la Guerre du Golfe, les luttes se sont centrées sur les travailleurs du pétrole au Venezuela, au Nigéria, en Algérie, en Zambie, etc. Dans les années 1990,

Environnement

Pour augmenter les recettes d'exportation du Cameroun, le FMI a préconisé la libéralisation du commerce du bois et la dévaluation de la monnaie. Entre 1994 et 1995, le nombre d'entreprises d'exploitation forestière présentes au Cameroun est passé de 194 à 351, les exportations de bois ont augmenté de 49,6% entre 1995/96 et 1996/97. La forêt dense humide camerounaise est menacée de disparition dans les dix prochaines années et avec elle plusieurs centaines d'espèces de plantes et d'animaux.

La Banque mondiale est la plus importante source de fonds pour la construction des gros barrages (50 milliards de dollars pour construire plus de 500 dans 92 pays.) Elle a directement financé quatre des cinq plus gros barrages, trois des plus gros réservoirs et trois des cinq plus grosses centrales hydro-électriques en Dehors de la Chine.

Depuis 1948, les barrages financés par la Bm ont déplacé environ de 10 millions de personnes. Le rapport de 1994 sur la réimplantation et le développement reconnaît que la majorité des familles déplacées par des projets financés par la Banque mondiale n'ont jamais retrouvé leur niveau de revenu et n'ont jamais profité directement de ces barrages.

CHRONOLOGIE DES LUTTES CONTRE LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS)

La Banque mondiale (Bm) et le Fonds Monétaire International (FMI) ont imposé à de multiples pays les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Dans ce cadre, ils accordent d'importants prêts aux Etats, mais avec les conditions suivantes: réduction des subsides alimentaires, d'éducation et de santé; privatisation ou élimination des entreprises nationales; libéralisation du commerce (fin des tarifs protectionnistes); abandon des restrictions sur la propriété étrangère du capital et de la terre; dévaluation de la monnaie locale; développement des exportations; restructuration du système légal afin de reconnaître les droits de "propriété intellectuelle" des entreprises étrangères, etc.

Les exemples suivants sont un mince échantillon des multiples résistances (manifestations, émeutes, insurrections) que ces PAS ont rencontrées sur tous les continents dès les années '80, tiré d'une chronologie de 65 luttes établie par George Caffentzis. La liste pourrait être indéfiniment allongée dans la mesure où la politique économique d'une centaine de pays du Sud et de l'Est est à présent dictée (souvent dans le détail) par ce nouveau pouvoir colonial. Ainsi, des milliers de luttes de ces parties du monde sont directement ou indirectement en opposition aux politiques du FMI/Bm.

1985
Bolivie: grève générale convoquée par les syndicats de travailleurs et de paysans qui s'élèvent contre la hausse des prix (alimentation et essence), suite au premier prêt d'ajustement structurel accordé par la BM en 1980.
Jamaïque: manifestations contre la hausse du prix de l'essence imposée par la Bm dans le cadre du PAS de 1982.
Zaire : morts dans des manifestations contre " l'ajustement " dans l'éducation.
1986
Nigeria: alors qu'ils protestent contre l'introduction d'un PAS, une vingtaine d'étudiants sont massacrés par les forces de sécurité.
1987
Zambie: des émeutes dans un district du nord forcent le président Kaunda à suspendre le PAS défini par le FMI.
Sierra Léone: deux universités et un collège sont fermés suite à une grève déclenchée par des étudiants demandant l'indexation de leur subsides alimentaires (les étudiants africains ne peuvent généralement se payer qu'un repas par jour). Le gouvernement leur explique qu'il a été obligé de réduire les dépenses publiques à cause du PAS et que leur éducation est un privilège plutôt qu'un droit. Des émeutes éclatent dans trois villes.
1988
Ghana: les étudiants protestent contre la réduction de leurs allocations. Le gouvernement a effectivement passé un accord avec la Bm qui prévoit le démantèlement progressif de l'éducation supérieure gratuite.
Algérie: 200 personnes sont assassinées lors d'émeutes contre la

mark - Ecuador (CONFEUNASSC - CNC) mouvement paysan ayant joué un role important dans le soulèvement du printemps passé (un représentant sera à Prague). « La situation politique est telle que nous prévoyons un niveau de confrontation élevé en septembre. Pour des raisons évidentes, nous ne pouvons vous annoncer notre stratégie, mais restez à l'écoute ! » - Grande Bretagne: au moins 1500 personnes vont à Prague. Manif nationale à Bristol et divers événements dans d'autres villes

hausse des prix et le chômage provoquée par le PAS imposé par le président Benjedid.
Berlin : 20 000 manifestants contre l'Assemblée du FMI/BM.

1989

Benin: 600 personnes sont tuées et 1000 autres blessées lors d'émeutes contre les mesures économiques prises afin de satisfaire la BM et le FMI.
Jordanie: le gouvernement annonce la hausse des prix de l'essence et des appels téléphoniques de longue distance comme conséquence du PAS signé la même année. Pendant les manifestations qui s'ensuivent, 5 personnes seront assassinées.
Venezuela : 600 morts et 1000 blessés lors d'émeutes contre le PAS imposé par le FMI.

1990

Trinidad: la Société des Musulmans pénètre dans le siège du gouvernement et prend en otage le président Robinson ainsi que d'autres membres de son cabinet. Elle demande la fin des mesures d'austérité économique imposées par le FMI.
Maroc: 33 personnes sont tuées au cours de deux jours d'émeutes à Fez. Parmi les demandes des manifestants figurent l'augmentation du salaire minimum ainsi que l'arrêt des mesures d'ajustement structurel mises en œuvre depuis 1983.

1991

Nigeria: l'Association Nationale des Etudiants Nigériens lance un ultimatum au gouvernement en ce qui concerne la résolution de la crise économique nationale. 13 étudiants sont arrêtés, accusés de dommages a la propriété, d'émeutes, etc. Les étudiants du Collège de Yaba (Lagos) les soutiennent et sont exclus de leur école par le recteur. Lors des manifestations qui s'en suivent, plusieurs étudiants sont emprisonnés et torturés.

1992

Venezuela: échec du coup d'Etat tenté par un groupe de militaires, largement soutenu par la population. Le but économique des putschistes était l'annulation du PAS. (Leur leader, Chavez, a été élu président depuis.)

1993

Russie: Quand le parlement refuse d'entériner le PAS, Eltsine le fait bombarder avec des chars ! Lors des élections qui suivent, les partis opposés aux programme d'ajustement structurel obtiennent la majorité. Ceci conduit à une crise du gouvernement de Eltsine.

1994

Mexique: insurrection de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale qui s'élève contre les politiques d'ajustement structurel du gouvernement.
Gabon: les étudiants de l'Université Omar Bongo font grève et leur institution est fermée. Ils demandent la hausse de leurs subventions pour compenser la dévaluation monétaire. Cependant, le gouvernement refuse, en argumentant que la réduction des subventions fait partie d'un paquet négocié avec le FMI.

1995

Corée du Sud: le président Kim Young Sam avertit que la grève planifiée par les travailleurs de la compagnie nationale des téléphones sera considérée comme une tentative de renversement du gouvernement.

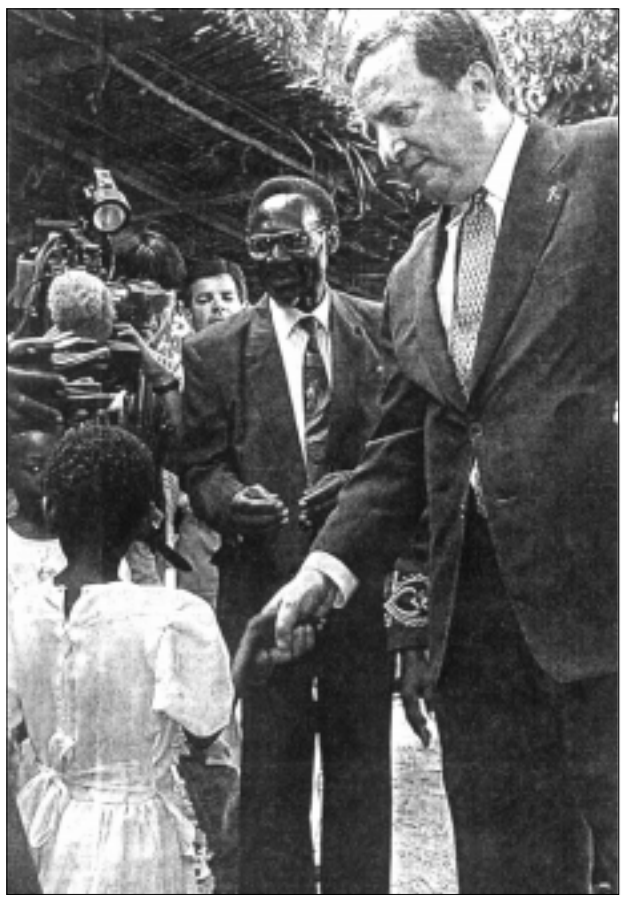
1996

Thaïlande: des centaines de paysans déplacés campent face au siège du gouvernement en demandant des compensations.

des luttes de peuples indigènes et de paysans se sont opposées à la confiscation de leurs terres. Les Zapatistes au Mexique, le KRRS en Inde, le MST au Brésil, les Ogoni au Nigéria et d'autres mouvements depuis l'Equateur et la Bolivie jusques au Canada et à la Nouvelle Guinée se sont révoltés à leur tour. Finalement, les programmes " d'austérité " conseillés par le FMI et l'OCDE[1], équivalents des PAS dans les métropoles du Nord, ont aussi provoqué des résistances, telles la grande grève française de 1995 ou celle en Italie contre le démantèlement des retraites.

Quand le FMI conseille à la Suisse – pays des plus riches et doté de travailleurs des plus dociles et acharnés du monde – " d'améliorer les incitations à travailler, en éliminant peu à peu les prestations de chômage trop généreuses " (Rapport annuel du FMI, 1994), quand l'OCDE estime que la Suisse dépense trop pour l'éducation et qu'il faut faire payer aux étudiants le " prix réel " de leur études, il devient clair qu'il ne s'agit pas de mesures d'assainissement pour pays endettés ou de se serrer la ceinture pour faire décoller le développement. Il s'agit tout simplement d'organiser la " course vers le bas ", la concurrence des travailleurs/euses du monde entier les uns contre les autres, au seul profit des investisseurs.
L'Action Mondiale des Peuples (elle-même née à la suite des " Rencontres intercontinentales contre le néolibéralisme et pour l'humanité " des Zapatistes) ne vise qu'à encourager, coordonner et rendre plus visible cette résistance mondiale spontanée qui se manifeste des jungles de Papouasie aux rues de Seattle.

1 Organisation de Coopération et Dévelopment Economique, organisation de planification des pays riches.

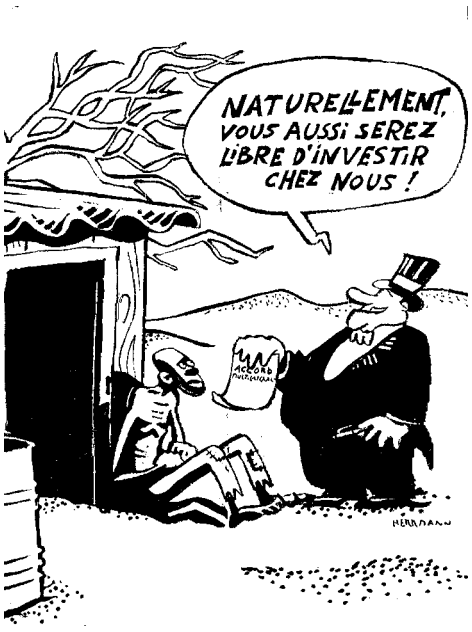


Larry Summer lors d'une tournée sur la dette et ses effets sociaux, serrant la main d'une petite africaine atteinte du sida :
les nazis visitaient aussi les camps...

Larry Summers: l'écologie selon la Banque mondiale

«J'ai toujours pensé que les pays sous-peuplés d'Afrique, sont largement sous pollués. La qualité de l'air y est probablement d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico…. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable !»

Lawrence Summers,
ancien vice-président de la Banque mondiale,
Directeur du Trésor Américain
(déclaration extraite d'un mémo confidentiel de décembre 1991, cité dans Work in Progress, Johannesburg, juillet/août 1992, p.40)



Mesures d'ajustement communes au Nord et au Sud

La réduction du rôle du secteur public dans l'économie, la diminution des dépenses sociales, les privatisations, la réforme fiscale favorable au capital, la déréglementation du marché du travail, l'abandon d'aspects essentiels de la souveraineté des Etats, la suppression des contrôles de change, la stimulation de l'épargne-pension par capitalisation, la déréglementation des échanges commerciaux, l'encouragement des opérations boursières… toutes ces mesures sont appliquées dans le monde entier à des doses variant selon les rapports de force sociaux. Ce qui frappe, c'est que du Mali à l'Angleterre, du Canada au Brésil, de la France à la Thaïlande, des Etats-Unis à la Russie, on constate une profonde similitude et une complémentarité entre les politiques appelées «d'ajustement structurel» à la Périphérie et celles baptisées au Centre «d'assainissement», «d'austérité», ou «de convergence». Partout, la crise de la dette publique a servi de prétexte au lancement de ces politiques. Partout, le remboursement de la dette publique représente un engrenage infernal de transfert des richesses au profit des détenteurs de capitaux.

JAM DE PRAGUE: EXTRAITS DES APPELS CONTINENTAUX DU COMITE DE PILOTAGE DE L'AMP

ASIE
L'exemple du Sri Lanka: Depuis l'introduction de la politique d'économie ouverte en 1977, le Sri Lanka est soumis aux conditions dictées par la Bm/ FMI et les multinationales, qui ont poussé l'Etat à des restrictions drastiques des dépenses sociales ….Le revenu des 20% plus pauvres est passé de 7,5% dans les années '70 à 4,5 à la fin des années '80. Emises au nom du développement, les directives de ces institutions ont amené l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, de la violence, la perpétuation de la guerre et la dégradation de l'environnement.
…Les implications les plus néfastes de ce développement, qui vise a attirer les investisseurs, incluent une taxe sur l'eau pour les fermiers, la privatisations de services tels que la poste et les banques et le démantèlement des lois du travail (obtenues au prix de longues luttes syndicales).
Nous sommes solidaires avec les millions de pauvres de ce monde qui ploient, au Nord comme au Sud, sous le joug de la globalisation, et nous nous rallions à l'appel international de protestation contre ces institutions meurtrières. Mouvement national de réforme de la terre et de l'agriculture (MONLAR)

dont Manchester, Oxford, actions autonomes à Londres - Finlande - France: le Reseau Sans-titre a organisé une caravane pour Prague qui mobilise dans une douzaine de villes de France avant et après. <http://www.musansltimania.com/anticapitaliste»> Allemagne : diverses actions dont une caravane de tracteurs, roulottes et velos de Hanovre à Prague - Grèce - Inde : National Alliance of Peoples Movements (NAPM), Narmada Bachao Andolan (NBA) continue la lutte contre les

1997
Corée du Sud: le principal syndicat du pays appelle à la plus grande grève de l'histoire de la nation afin de protester contre la nouvelle loi du travail.
Allemagne: les plus importantes manifestations d'étudiants depuis 1968 ont lieu face à la réduction des budgets de l'éducation
1998
Zimbabwe: la police utilise des gaz lacrymogènes pour disperser 2500 étudiants qui bloquent les autoroutes en demandant l'augmentation des bourses. D'autres manifestations ont lieu à Bulawayo alors que le gouvernement de Mugabe se confronte à la pire crise économique depuis l'indépendance.
1999
Roumanie: des travailleurs des mines sont tués par la police au cours de protestations contre le PAS qui planifie la fermeture des mines.
Mexique: début d'une grève de plus d'une année au sein de l'université la plus grande des Amériques: UNAM, contre les politiques d'ajustement structurel qui augmentent les taxes d'inscription.
2000
Ecuador: L'application des directives du FMI provoque un désastre financier et une série de soulèvements populaires. En janvier, des centaines de milliers de paysans et indigènes envahissent la capitale et prennent pacifiquement le pouvoir pendant quelques heures.
Bolivie: la privatisation de l'eau de la ville de Cochabamba, préconisée par la Bm, rend son prix prohibitif. Une coalition de citadins et paysans paralyse la ville, tient tête à l'armée malgré plusieurs assassinats et chasse finalement la transnationale Baechtel du pays.
Chine: émeutes contre la fermeture des mines
Afrique du Sud: la fédération des syndicats commence une grève en protestant contre le haut niveau de chômage et le PAS imposé par le gouvernement de l'ANC.
Indonésie : L'économie de ce pays (comme dans la majeure partie du Sud-Est asiatique) a été disloquée par le " libre " échange et la spéculation financière, puis accaparée par les transnationales grâce aux " remèdes " du FMI. Des troubles sociaux font des milliers de morts dans divers îles.

Une pause dans une usine de textile en Asie du Sud Ouest..

Les nouveaux habits de la Banque Mondiale

Suite aux nombreux désastres sociaux et économiques déclenchés par son " aide ", la Bm fait de gros efforts pour changer de " look ". Sans pour autant mettre en question les " affaires sérieuses " (gros barrages, appropriation de terres, privatisations, etc.), elle gère aussi des programmes ciblés de " réduction " de la pauvreté provoquée à grande échelle par ses propres politiques. Elle embauche des experts en " développement durable ", féministes, etc., cherchant ainsi à récupérer et intégrer la critique. Certains programmes mettent un point d'honneur à consulter et faire participer les communautés locales, en particulier les femmes. Vus par le petit bout de la lorgnette, ils peuvent paraître assez positifs.
Avec le recul, on constate que :

- Ces programmes sont des fioritures par rapport à la poursuite des affaires " sérieuses ", jouant à peu près le même rôle que les programmes écologiques de Exxon ou Shell. Par exemple, en ce moment même on expulse violemment les communautés indigènes de la forêt vierge de Nagarhole, dans l'Etat du Karnataka en Inde, pour faire place à des projets d' " eco-tourisme " et au vol des richesses naturelles sponsorisé par la Bm. En avril, quand la privatisation de l'eau de Cochabamba a fait monter son coût à des prix prohibitifs (20% ou plus du salaire moyen !), le bon M. Wolfenson, Président de la Banque, a jugé qu'il était normal que les boliviens paient le " vrai " prix de ce service.
- Il s'agit toujours de projets projetés d'en haut, même si on cherche à embrigader les communautés locales. En définitive, il s'agit le plus souvent d'amener les populations marginales à s'intégrer dans le marché (par le petit crédit, etc.), de former une main d'œuvre adaptée et en définitive de contrôler la population, en particulier les femmes (voir article de Sylvia Federici).
- Les premiers programmes de ce type ont été lancés par la Banque Mondiale dans les années 1970 déjà, au Mexique, dans des régions où se formait un mouvement de guérilla. Les équipes de " développement " du programme (PIDER) ont investi ces zones, faisant participer la population, " identifiant les leaders naturels " des communautés. Les escadrons de la mort du gouvernement mexicain suivaient pas loin derrière pour les éliminer.
- Il est difficile de sur-estimer le cynisme de cette caste de bureaucrates du capital mondial. Après les indiscrétions sur l'opinion de Larry Summers concernant le niveau de pollution insuffisant du Tiers-monde (voir p. 4), M. Morrison, fonctionnaire de l'OCDE (Organisation de Coopération et Développement, le club des pays riches) a livré quelques secrets dans un rapport (destiné aux " décideurs ") intitulé " Faisabilité politique de l'ajustement ". Il s'agit d'appliquer les PAS en réduisant au minimum " les coûts politiques en termes de grèves, de manifestations ou d'émeutes ". Deux perles : " Rien n'est plus dangereux politiquement que de prendre des mesures globales pour résoudre un problème macro-économique. Par exemple, si on réduit le salaire des fonctionnaires, il faut les baisser dans tel secteur, les bloquer dans tel autre et même les augmenter dans un secteur clé politiquement. "
" Pour réduire un déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou des dépenses de fonctionnement ne comporte pratiquement pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. " C'est ainsi qu'en Afrique il est devenu normal pour les étudiants de manger un repas par jour et de dormir tour à tour à trois dans un lit. Visiblement, ces conseils sont forts suivis – d'ailleurs autant en Europe que dans le Sud….

Reproduction sociale et lutte féministe dans la nouvelle division internationale du travail

Silvia Federici

> *" …le développement capitaliste a toujours été non durable à cause de son impact humain. Pour comprendre ce point, il nous suffit d'adopter le point de vue de ceux qui ont été et continuent d'être tués par lui. Le corollaire du capitalisme à sa naissance était le sacrifice d'une grande partie de l'humanité – extermination de masse, production de faim et misère, esclavage, violence et terreur. Sa poursuite implique les mêmes corollaires. " M. Dalla Costa, 1995, Capitalisme et reproduction.*

[Féministe de la première heure, mais restée fidèle à la meilleure tradition marxiste d'une analyse se basant sur les conditions matérielles d'existence des gens et des luttes, Sylvia Federici démontre dans ce texte, dont nous reprenons ici des extraits, qu'un féminisme conséquent ne peut faire l'économie d'une critique radicale du capitalisme et de la nouvelle division internationale du travail que celui-ci oppose aux luttes – entre autres des femmes.]

"…Beaucoup de féministes oublient de mentionner que la restructuration de l'économie mondiale est responsable non seulement de la propagation mondiale de la pauvreté, mais aussi de l'émergence d'un nouvel ordre colonial qui accentue les divisions entre femmes, et que c'est ce nouveau colonialisme qui doit être une cible principale des luttes féministes si ce que l'on recherche est véritablement la libération des femmes… C'est pourquoi, même celles qui ont une attitude critique face à l'économie mondialisée et aux politiques des agences internationales telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) se contentent souvent de positions réformistes qui condamnent la discrimination des genres, mais laissent intacts les problèmes structurels liés à l'hégémonie mondiale des relations capitalistes. Beaucoup de féministes par exemple déplorent la " charge inégale " que l'ajustement structurel et autres programmes d'austérité imposent aux femmes, et recommandent que les agences de développement soient davantage attentives aux besoins des femmes, ou encouragent la " participation " des femmes aux " programmes de développement ". Plus rarement elles s'opposent ouvertement aux programmes eux-mêmes, ou aux agences qui les imposent, ou reconnaissent le fait que la pauvreté et l'exploitation économiques sont à travers le monde un destin masculin également. Une autre tendance consiste à penser les problèmes rencontrés par les femmes internationalement en termes de " droits de la personne ", et donc de privilégier la réforme légale comme terrain premier de l'intervention gouvernementale, une approche qui à nouveau omet d'affronter l'ordre économique international et l'exploitation économique sur laquelle il repose. De plus, le discours sur la violence faite aux femmes a généralement porté sur le viol et la violence domestique, suivant en cela la ligne développée aux Nations Unies, tout en ignorant souvent la violence structurelle inhérente à la logique d'accumulation capitaliste : la violence des politiques économiques qui condamne des millions de femmes, d'hommes et d'enfants à la misère, la violence qui accompagne les expropriations territoriales exigées par la Banque Mondiale pour ses " projets de développement " et, non la moindre, la violence des guerres et des programmes anti-insurrectionnels qui, dans les années 80 et 90, ont ensanglanté presque chaque coin du globe et qui représentent l'autre face du développement….

Je vais d'abord montrer que l'économie mondiale et la nouvelle division internationale du travail sont enracinées dans la crise de la reproduction sociale qui a été provoquée, dans le tiers monde, par les stratégies adoptées par le capital international depuis la fin des années 70. Des millions de personnes, en Afrique, en Asie et en Amérique latine ne seraient en effet pas devenues dépendantes de l'économie mondiale pour leur survie si elles n'avaient pas perdu tous leurs moyens de subsistance à la suite d'une guerre ou d'un «ajustement économique». Deuxièmement, la paupérisation du tiers monde a permis une réorganisation internationale de la reproduction qui transfert du «Nord» au «Sud» une part importante du travail requis pour la reproduction de la main-d'oeuvre utilisée dans les métropoles. Cela signifie que les femmes du tiers monde sont désormais «intégrées» dans l'économie mondiale comme productrices d'une force de travail qui va être utilisée et «consommée» dans les régions industrialisées du monde, en plus de leur fonction de productrices de biens pour l'exportation. Enfin, je prétends que ces processus ont ouvert une crise dans les politiques féministes du fait qu'ils ont introduit de nouvelles divisions et hiérarchies au sein des femmes, qui consolident les mécanismes de l'exploitation féminine. C'est là une crise qui doit être considérée comme politiquement prioritaire si le féminisme international des «métropoles» porte réellement un projet de libération des femmes et n'est pas seulement un véhicule pour perpétuer la «rationalisation» de l'ordre économique mondial.

megabarrages après sa victoire récente à Maheshwar - Israël - Irlande: Cork, Dublin et Belfast - Italie: Ya Basta! Milan, Napoli (train gratuit pour Prague) - Pays Bas (deux semain
d'actions !) - Corée - Nicaragua (manif syndicale) - Nigeria (manif à Lagos et appel à l'action du AASU, syndicat pan-africain des étudiants - New Zealand - Norvège - Pologne :
Wroclaw, Poznan - Portugal: Lisbonne, Setúbal - Puerto Rico - Russie - Slovénie - Spain: Catalogne, Tarrega, Asturias - Sri Lanka - Turquie : Istanbul, Ankara -Etats-Unis : des a

La nouvelle division internationale du travail (NDIT)

Pour évaluer les conséquences de la nouvelle division internationale du travail (NDIT) sur la condition des femmes, il est nécessaire de reconsidérer ce que nous entendons par ce concept. La théorie conventionnelle donne une vision partielle des changements qui se sont produits sur ce terrain: la NDIT est généralement identifiée avec la restructuration de la production des marchandises qui a débuté au milieu des années 70, lorsqu'en réponse à l'intensification des conflits liés au travail les entreprises multinationales ont commencé à relocaliser dans les pays en développement une partie de leurs équipements industriels, surtout dans les secteurs à forte intensité de travail comme le textile et l'électronique. La NDIT est ainsi assimilée à la formation de zones de libre-échange - des zones industrielles libres de toute régulation et organisées pour la production orientée vers l'exportation - et à la capacité acquise par les sociétés transnationales de restructurer leurs activités productives sur la base d'une véritable «chaine de montage mondiale» …

Il est devenu évident que la mise en place de zones de libre-échange ne développe pas par nature les bases industrielles des pays concernés, ni n'a d'effet évident sur l'emploi, alors qu'elle pompe de toute façon les ressources locales . Quant aux femmes employées dans les zones de libre-échange, leurs organisations ont souvent dénoncé le fait que leur travail est une forme de «sous-développement», si ce n'est une forme cachée d'esclavage, tant du point de vue des revenus que des savoir-faire technologiques qu'il leur procure.

[Ces conséquences de la nouvelle division internationale du travail (NDIT) pour les femmes commencent à être connues. Par contre ses effets sur les conditions dans lesquelles les femmes du monde reproduisent la force de travail – les conditions du travail ménager – sont généralement négligés, même par des féministes.] … Ainsi, la théorie conventionnelle sur la NDIT n'a pratiquement rien à dire sur les changements macroscopiques que l'expansion des relations capitalistes a provoqués dans le domaine de la reproduction de la force de travail et des conditions de reproduction sociale dans le tiers monde. … On remarque d'abord que l'expansion des relations capitalistes s'appuie, aujourd'hui comme hier (pas moins qu'au temps des " clôtures " anglaises, de la *conquista* des Amériques ou du commerce d'esclaves transatlantique) sur la séparation des producteurs de leurs moyens de (re)production. Cela signifie que l'économie mondiale est construite sur une restructuration majeure de la reproduction sociale et des relations de classes à travers le monde. Cette restructuration est conçue pour détruire toute activité économique qui n'est pas orientée vers le marché, en commençant par l'agriculture de subsistance. C'est elle qui a mené à la formation, dans toutes les parties du tiers monde, d'un prolétariat privé de tous moyens de reproduction et contraint à dépendre pour sa survie des relations monétaires, quand bien même le plus souvent privé de tout accès à un revenu monétaire.

Telle est la situation qui a été créée par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) dans une grande partie de l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud, par le biais de la «crise de la dette», des programmes d'ajustement structurel et des politiques de libéralisation économique. Combinés, ces éléments sont le pilier du nouvel ordre économique mondial, précisément parce qu'ils ont privé des millions de gens de tout revenu et moyens de reproduction et les ont forcés à dépendre du marché international du travail et à s'y bagarrer. ….

La crise de la reproduction sociale dans le tiers monde est la conséquence directe des coupes massives dans les dépenses sociales gouvernementales, des dévaluations monétaires à répétition, des blocages de salaires, des politiques de libéralisation et de privatisation, qui constituent le cœur de l'ajustement structurel et du néolibéralisme. A ne pas oublier comme partie intégrante de ces politiques, les continuelles expropriations de terres qui se poursuivent dans beaucoup de régions du Tiers-monde en hommage à la commercialisation de l'agriculture et à la privatisation des relations de propriété du sol, et par la faute de l'institutionnalisation croissante d'un état de guerre endémique. ….

Que l'industrialisation du Tiers-monde est un mythe est aussi prouvé par le fait que, dans les années 80 et 90, le transfert de capital et des industries du Premier au Tiers-monde a été dépassé par le transfert de capital et de travail du Tiers- au Premier monde. ….

La première conséquence de l'appauvrissement auquel la libéralisation économique a condamné le prolétariat du Tiers-monde a été, dans les faits, le démarrage d'un vaste mouvement migratoire du «Sud» vers le «Nord» qui a suivi le transfert de capital causé par le paiement de la dette extérieure. L'envergure de ce phénomène peut être mesuré par le fait que l'envoi d'argent des émigrés représente le deuxième flot monétaire international après les revenus des compagnies pétrolières. Dans certaines parties du Tiers-monde (p. ex. au Mexique), des villages entiers dépendent de lui…

Pour ceux qui ne peuvent pas émigrer, ou qui n'ont pas accès aux revenus envoyés par des émigrés, l'alternative est une vie de privations et de travail difficilement imaginable pour ceux qui vivent dans les pays capitalistes «avancés». Manque de nourriture, de soins de santé, d'eau potable, d'électricité, d'écoles, de routes praticables, chômage massif, etc. sont maintenant la réalité quotidienne dans la plus grande partie du Tiers-monde. Cette réalité est reflétée par l'éruption constante d'épidémies, la désintégration de la vie familiale , les enfants vivant dans la rue ou travaillant dans des conditions proches de l'esclavage. Cette réalité est aussi démontrée par les luttes intenses, qui prennent souvent la forme d'émeutes, par lesquelles chaque jour, dans les «pays ajustés», la population résiste à la fermeture d'industries locales, au renchérissement des prix des biens de première nécessité et des transports et à la pression financière imposée par le paiement de la dette.

Il doit être possible de convenir, sur la seule base de cette situation, que tout projet féministe qui se concentre exclusivement sur les discriminations sexuelles et qui omet de placer la féminisation de la pauvreté dans le contexte de l'évolution des relations capitalistes est condamné à être non pertinent et/ou à se faire coopter. De plus, au regard de la restructuration que la nouvelle division internationale du travail a introduite dans la sphère de la reproduction, nous voyons clairement que soit le mouvement féministe s'oppose à ce processus, soit il se fait complice de politiques profondément anti-féministes. Car un aspect important de la NDIT est une redistribution internationale du travail de reproduction (tout comme une redistribution de la production) qui non seulement crée des divisions profondes entre les femmes, mais qui renforce aussi les hiérarchies inhérentes à la division sexuelle du travail.

Emigration, Reproduction et Féminisme International

S'il est vrai que les versements envoyés par les émigrants constituent le principal flux monétaire international après les revenus des compagnies pétrolières, alors nous devons conclure que la denrée la plus importante exportée par le Tiers-monde vers le Premier monde aujourd'hui, c'est le travail. En d'autres termes, également dans la phase présente du capitalisme, l'accumulation capitaliste est avant tout l'accumulation des travailleurs, et aujourd'hui. Cela signifie cependant qu'une part significative du travail de reproduction nécessaire à produire les forces de travail en métropole est accomplie par des femmes du Tiers monde. En fait, ce qui se cache derrière l'émigration, c'est un immense " cadeau " de travail domestique. ….

Dans le cours des années 1980 et 1990, d'autres phénomènes se sont produits, qui démontrent la tentative de décharger le travail de reproduction des forces de travail en métropole sur les épaules des femmes du Tiers-monde. Parmi les plus significatifs, nous devons inclure :

a. l'emploi sur une large échelle d'émigrantes venues d'Asie, d'Afrique, des Iles Caraïbes, d'Amérique du Sud comme domestiques dans les pays industrialisés, ainsi que dans les pays producteurs de pétrole au Moyen Orient …
b. Le développement d'un vaste *marché aux bébés* organisé par le biais du mécanisme des adoptions. … On a également assisté au développement de *fermes à bébés*, où des enfants sont produits spécialement pour l'exportation, et à l'emploi grandissant de femmes du tiers monde comme mères porteuses (mères de substitution). …
c. La massification… de l'*industrie du sexe* et du *tourisme sexuel,* qui servent une clientèle internationale allant des touristes aux employés de compagnies japonaises ou à l'US Army à qui , dans les années récentes, des " voyages d'agrément " ont été offerts comme bonus ….
d. Le trafic en " fiancées-par-poste " exploite d'une part des femmes, au désespoir par pauvreté, et d'autre part le sexisme et le racisme d'hommes européens et américains qui veulent une femme sur laquelle ils peuvent exercer un contrôle total et qui comptent sur la vulnérabilité de femmes forcées de faire ce choix.
e. La massification de l'industrie touristique qui repose en premier lieu sur le travail des femmes comme personnel de l'hôtellerie, blanchisseuses, cuisinières, artisanes (80% de la force de travail dans les grands hôtels touristiques est composé de femmes).

Pris dans leur ensemble, ces phénomènes démontrent que la nouvelle division internationale du travail est le véhicule d'un projet politique férocement anti-féministe…. Le caractère anti-féministe de la NDIT est si évident que nous pouvons nous demander dans quelle mesure il est le fruit de la " main invisible " du marché ou d'une planification délibérée comme réponse aux luttes que les femmes ont engagées et dans le tiers monde et dans les métropoles contre la discrimination, le travail non payé et le " sous-développment " sous toutes ses formes. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'en Europe et aux Etats Unis, les féministes doivent s'organiser contre les solutions forcées que la NDIT impose aux femmes et contre la tentative de recolonisation sur laquelle elle repose, lesquelles incluent l' " ajustement structurel ", la politique d'intervention militaire, la prise de pouvoir mondiale par les firmes transnationales.

Telles sont les politiques qui inspirent les luttes des mouvements des peuples indigènes de par le monde – luttes qui exigent le retour des terres expropriées, le non-paiement de la dette extérieure et l'abolition de l' " ajustement " et de la privatisation. Ce sont là aussi les politiques des féministes du Tiers-monde qui, depuis des années, nous ont rappelé que le discours sur l'égalité ne peut pas être séparé de la critique du rôle du capital international dans le pillage et la recolonisation de leurs pays, et que les luttes que les femmes mènent quotidiennement pour survivre sont des luttes politiques et des luttes féministes.

Il est à noter que la fonction qu'exercent les ONG métropolitaines face aux femmes du Tiers-monde est en partie une réponse néolibérale à l'affaiblissement du rôle du mari et de l'Etat dans le tiers monde comme superviseurs du travail des femmes… Comme de nombreux hommes ont quitté leurs foyers pour émigrer, ou n'ont pas l'argent pour subvenir à leur famille, et comme l'Etat dans la plus grande partie du Tiers-monde a été prié de ne plus subventionner la reproduction sociale, *un nouveau régime patriarcal est mis en place qui a pour but de mettre les femmes du Tiers-monde sous le contrôle de la Banque Mondiale, du FMI et des nombreuses organisations qui gèrent les " projets générateurs de revenus " et les programmes d' " aide ".* Ce nouveau patriarcat s'appuie sur la collaboration de femmes Européennes et Nord Américaines, lesquelles, comme de nouveaux missionnaires, sont recrutées pour entraîner les femmes dans les " colonies " à développer les attitudes nécessaires pour s'intégrer dans l'économie mondialisée.

JAM DE PRAGUE: EXTRAITS DES APPELS CONTINENTAUX DU COMITE DE PILOTAGE DE L'AMP

PACIFIQUE-SUD

…Même s'il semble que le gouvernement de Nouvelle Zélande ait déjà abandonné le contrôle économique du pays aux diktats de la Bm/FMI/OMC, il reste encore beaucoup à perdre, en particulier pour les petites îles du Pacifique. Les rapports récents du gouvernement montrent déjà que la restructuration économique des années 80 a trahi le peuple Maori. Le fossé des inégalités économiques entre Maoris et non-Maoris a continué de se creuser. Le marché des emplois pour les Maoris a été ravagé et les disparités dans le secteur de la santé n'ont pas cessé de s'accroître ; le suicide des jeunes et la santé mentale font l'objet de statistiques alarmantes.
Ces négociations planifieront des libéralisations du commerce par le biais de réglementations gouvernementales, ceci afin de durcir les conditions de prêt aux pays en voie de développement. Concrètement : encore plus de chantages économiques du genre de ceux que nous avons déjà vus commandités lors du Forum Pacifique-Sud par l'OMC/FMI/Bm, et au travers desquels ils imposent leur politique aux petites îles.
…Cet appel exhorte donc aussi toutes les organisations et le peuple du Pacifique à s'unir pour tautoko cette Kaupapa et envoyer un puissant message de résistance à cette nouvelle vague de colonisation mondiale.Foundation for an Independent Aoteoroa and Aoteoroa Educators.

tions sont prévues dans 40 villes - Venezuela - Zimbabwe..... Et n'oublions pas: trois événements à Genève (voir annonces) ! ! !

Pour en savoir plus sur Prague : http:// inpeg.org , www.x21.org/s26 et www.agp.org/agp/praha

«Nous ne voulons pas de vos aumônes, nous ne voulons pas de vos prêts. Les gens du Nord doivent comprendre que notre combat est aussi le leur. Partout les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. L'environnement est mis à sac. Du Nord au Sud, l'avenir qui nous attend est le même. Le terme *mondialisation* devrait vouloir dire mondialiser la société des hommes et non le business.La vie n'est pas le business.»
Un paysan indien

L'Action Mondiale des Peuples (AMP) : une histoire qui **s'emballe**

Que devient donc l'Action mondiale des peuples (AMP)? Notre chroniqueur passionné vous livre un aperçu de l'histoire de ce réseau, ses inspirations et ses actions, avec un clin d'œil aux perspectives révolutionnaires qui (ré)émergent …

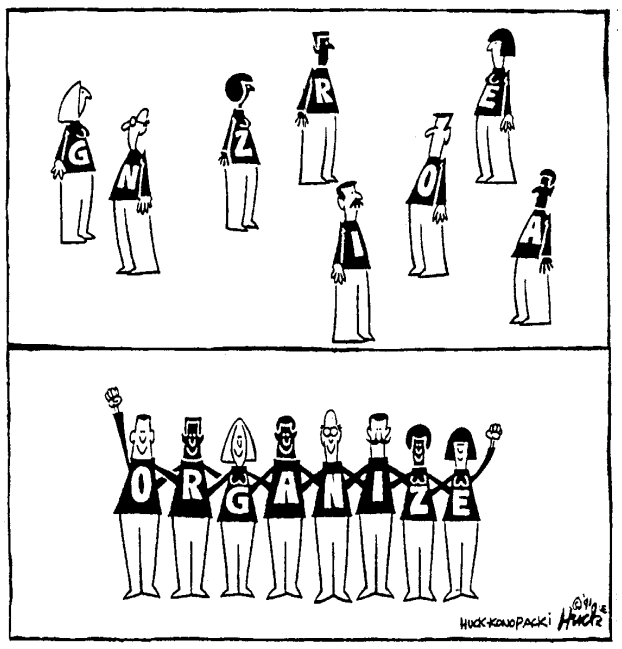
L'Action mondiale des peuples (AMP) est un réseau international qui s'est inspiré à ses débuts de la lutte zapatiste au Mexique. L'AMP est à l'origine d'événements tels que les Journées d'action mondiale de mai '98 centrées sur Genève, celle du 18 juin 1999 au cours de laquelle une des manifestations a bloqué le centre financier de Londres et celle du 30 novembre 1999, avec notamment la manifestation de Seattle qui a empêché l'ouverture du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi que des centaines d'autres événements moins retentissants. En raison de sa nature diffuse et parce qu'elle n'a ni bureaux, ni compte en banque, ni personnel salarié, le rôle de l'AMP ainsi que ses liens avec ces différents événements restent obscures. Nous espérons que ce résumé clarifiera ces liens et permettra de développer le réseau de l'AMP ainsi que tout le mouvement de résistance positive au capitalisme. (Traduit de l'anglais)

Naissance d'un réseau mondial de résistance

Le capitalisme sortait vainqueur; on disait que la fin de l'histoire avait sonné – c'était en novembre 1989 et le mur de Berlin venait de tomber. Travelling avant, exactement dix ans plus tard…en novembre 1999. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), législateur du capitalisme mondial, tente de se réunir dans une ville puant les gaz lacrymogènes et paralysée par des dizaines de milliers de manifestants. Partout, des grafittis annoncent: " N'oublie pas que nous gagnons! " Il est évident que l'histoire a encore un bel avenir…

Ce jour là, que vous ayez été dans les rues de Seattle à esquiver les balles en caoutchouc, en Inde au milieu des centaines de chars à bœufs qui convergeaient vers le barrage de Narmada, à Manille parmi les manifestants syndicalistes, à Londres pris dans les filets d'une opération policière à 3 millions de livres, à Buenos Aires en train de faire des pieds-de-nez à la Bourse ou à Milan pour l'occupation d'un McDonalds, une chose était certaine: à la fin du 20ème siècle la résistance était devenue aussi transnationale que le capital.
En imposant des politiques de " libre " échange à tous les pays du globe, en sacrifiant tout au profit et à la croissance économique, l'Etat, les entreprises transnationales et leurs gérants - le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (Bm) et l'OMC - créent sans le vouloir une situation dans laquelle les divers mouvements populaires réalisent que leurs combats sont semblables et commencent à chercher ensemble de nouvelles solutions. Mais d'où provient cet extraordinaire mouvement de solidarité?

Ce mouvement mondial n'est pas né dans la brume âcre des gaz lacrymogènes de Seattle mais dans l'humidité de la jungle du Chiapas, au Sud du Mexique, le jour de l'an 1994, soit le jour où entrait en vigueur l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA). Masqués, les armes à la main, deux mille indigènes de différentes communautés des montagnes et des forêts de la région



s'étaient alors réunis sous un même slogan: «Ya Basta» – «Ca suffit!». Leur nom: les zapatistes. L'extraordinaire soulèvement populaire qui allait modifier le paysage de la résistance mondiale avait commencé. Grâce à un vieil ordinateur portable et des intermédiaires qui transportaient les disquettes jusqu'à l'Internet, les zapatistes ont réussi à communiquer directement avec le monde en contournant la censure imposée par le gouvernement mexicain. Le discours courageux du soulèvement s'est répandu partout. Les revendications de ces rebelles masqués issus de communautés réduites à la misère n'étaient pas seulement de récupérer leurs propres terres et leurs propres vies, pas plus qu'ils ne faisaient appel à l'aide internationale ou à la solidarité : ils dénonçaient le néolibéralisme, «la peine de mort» que l'ALENA et d'autres accords de libre échange allaient imposer aux peuples indigènes. Ils ne visaient pas la prise du pouvoir mais sa dissolution et lançaient un appel mondial à se joindre au combat contre l'emprise croissante du capital sur nos vies. Leur message était «Ne vous joignez pas à nous – agissez pour vous-mêmes !»
Ce soulèvement a fait renaître chez des millions de personnes du monde entier la conviction que c'était possible. En 1996, les zapatistes (craignant pourtant que personne ne vienne) ont lancé par e-mail un appel à une rencontre (encuentro) intercontinentale d'activistes et d'intellectuels dans des lieux construits pour l'occasion dans la jungle du Chiapas. Six mille personnes ont répondu présent pour partager leurs histoires et parler de leur combat contre leur ennemi commun: le capitalisme néolibéral.
L'année suivante, une nouvelle rencontre zapatiste avait lieu en Espagne où un groupe d'activistes issus de mouvements sociaux de tous les continents ont lancé l'idée d'un réseau capable de lancer des actions communes, notamment contre l'Organisation Mondiale du Commerce : l'Action mondiale des peuples contre le " libre " échange et l'OMC (AMP). Parmi eux se trouvaient les zapatistes, Movimento Sem Terra, (Mouvement des Paysans Sans Terre brésiliens) et le Karnataka State Farmers Union (KRRS), connu pour leur campagne «cremate Monsanto» qui consistaient à mettre le feu aux cultures génétiquement modifiées. Ce groupe (le premier comité de pilotage de l'AMP, une fonction assurée à tour de rôle) a défini les objectifs et principes d'organisation de ce projet. A savoir: la volonté de contester l'existence même de l'OMC au delà du lobbying et des réformes, l'action directe comme moyen et une philosophie organisationnelle basée sur la décentralisation et l'autonomie.

L'Action mondiale des peuples a vu le jour en février 1998. Pour la première fois les mouvements de base du

Maintenant âgée de plus de 100 ans, l'activiste Hazel Wolf a vécu la Révolution Russe, la Révolution chinoise et la chute du Mur de Berlin. «Le point commun entre ces événements, est que personne ne savait qu'ils allaient se produire», dit-elle. De par leur nature mêmes, les révolutions semblent pratiquement impossibles jusqu'au moment où elles surviennent. Pourtant après-coup, elles paraîssent évidentes et même inévitables. Les époques révolutionnaires sont celles où des institutions tyranniques perdent subitement leur légitimité. Il est des ères de convergence, où des processus apparemment séparés se rejoignent et déclenchent des explosions sociales. Il est des instants où l'espoir s'embrase, l'espoir que tout peut être changé - et changé vite. Il est des moments où l'histoire s'accélère.

Journée d'Action Mondiale du 18 juin 1999 : Australie (Melbourne, Sydney, Perth, Adelaide), Buenos Aires, Bengla Desh, Belarus, Brasil, Canada (Calgary, Ottawa, Toronto, Vancouver), Prague, France, Athènes, Italie (Bologna, Milano, Roma, Sienna, Firenze, Ancona), Tel Aviv, Malte, Nepal, Amsterdam, Pakistan, Portugal,

monde entier commençaient à communiquer et à partager leurs expériences sans l'intermédiaire des médias ou d'Organisations Non Gouvernementales (ONGs).
La première conférence de l'AMP a eu lieu à Genève – QG de l'ennemi commun, l'OMC. Plus de 300 délégués de 71 pays sont venus à Genève exprimer leur mécontentement face à la tournure que prend le projet capitaliste actuel. Des travailleurs de la poste canadienne et des écologistes de Earth First! aux militants antinucléaires et aux paysans français en passant par les indigènes Maori, U'wa, les peuples Ogoni, les syndicalistes coréens, les Anglais de Reclaim the Streets, le Réseau des Femmes indigènes d'Amérique du Nord ou encore les écologistes ukrainiens radicaux... tous étaient là pour constituer «un instrument mondial de communication et de coordination pour toutes celles et ceux qui luttent contre la destruction de l'humanité et de la planète par le marché mondial et qui construisent localement des alternatives démocratiques.» Quelqu'un a dit à propos de cet événement extraordinaire: «Il est difficile de décrire la chaleur et la profondeur des rencontres que nous avons faites ici. L'ennemi mondial est relativement bien connu, mais la résistance mondiale qu'il rencontre passe rarement à travers le filtre des médias. Ici nous avons rencontré les gens qui ont paralysé des villes entières au Canada par des grèves générales, risqué leurs vies pour s'emparer de terre en Amérique Latine, détruit le siège de Cargill en Inde ou le maïs transgénique de Novartis en France. Les discussions, l'élaboration concrète de plans d'action, les histoires de lutte, les personnalités, l'hospitalité enthousiaste des squatters genevois, les voix passionnées des femmes et des hommes face à la police devant le bâtiment de l'OMC, tout cela a scellé entre nous une alliance. Aujourd'hui nous sommes à nouveau éparpillés à travers le monde, mais nous n'oublierons pas. Nous restons unis. Ceci est notre lutte commune.»

Le principal objectif concret de ce rassemblement était de coordonner des actions contre deux événements de portée mondiale annoncés pour le mois de mai de la même année, à savoir d'une part le Sommet du G8 (réunion annuelle des huit pays les plus industrialisés) qui allait avoir lieu à Birmingham et d'autre part le deuxième sommet de l'OMC, prévu le lendemain du G8 à Genève. Cet objectif a été largement atteint puisque le mois de mai 1998 a vu des actes de résistances pendant quatre jours consécutifs dans plus de 65 coins du globe.

A Hyderabad en Inde, 200 000 paysans ont réclamé la mise à mort de l'OMC, à Brasilia 50 000 paysans sans terre et travailleurs sans travail sont descendus dans la rue et plus de 30 «street parties» ont été organisées dans des villes comme Helsinki, Sydney, San Francisco, Toronto, Lyon ou Berlin. A Prague, la plus grande mobilisation depuis la révolution de velours en 1989 a réuni des milliers de personnes pour une «street party» mobile qui s'est terminée par un «lifting» de plusieurs McDonalds et par des confrontations avec la police. Au même moment au Royaume-Uni, 6 000 personnes ont envahi les rues de Birmingham dont ils ont bloqué le centre, forçant ainsi les leaders du G8 à fuir la ville et à poursuivre leur conférence en des lieux plus paisibles. A Genève les rues bouillonnaient: les dirigeants politiques mondiaux s'y étaient rassemblés pour la deuxième conférence ministérielle de l'OMC et pour célébrer le cinquantenaire du GATT (General Agreement on Trade and Tariffs), devenu l'OMC. Plus de 8000 personnes venues de toute l'Europe et des autres continents ont protesté contre la tyrannie de l'OMC; des vitrines de banques ont été brisées et la Mercedes du Directeur de l'OMC retournée sur le toit. Suivirent cinq jours de mobilisations des plus chaudes que Genève aient connues.

A l'évidence il se passait quelque chose, quelque chose à large échelle dont l'élan était devenu imparable.

Une année plus tard, une caravane intercontinentale formée de 500 personnes du Sud ont fait un tour d'Europe pour confronter de manière directe les gouvernements, les entreprises et les banques. La caravane a abouti à Cologne pour protester contre le sommet annuel du G8 qui se tenait le 18 juin 1999. Une deuxième Journée d'action mondiale avait été convoquée pour cette date. Des carnavals contre le capitalisme ont eu lieu sur des places financières de tous les continents et des actions organisées dans 72 lieux différents. Dans les médias, le terme «anti-capitaliste « redevenaient monnaie courante.

Cinq mois plus tard, le 30 novembre 1999, une troisième Journée d'action mondiale a été annoncée pour le sommet de l'OMC à Seattle. A nouveau, des actions ont eu lieu dans plus de 70 villes du monde. A Seattle même, les activistes du Directe Action Network ont répondu à l'appel en bloquant totalement les treize route d'accès au sommet. Alors, les médias ont enfin compris qu'un nouveau mouvement international était en marche.

L'écologie est essentielle pour nombre de mouvements actuels. Cela explique peut-être en partie la popularité d'un modèle d'organisation et de coordination similaire à celui d'un écosystème. L'efficacité de ce modèle, qui repose sur un système de liens multiples, diversifiés et non hiérarchisés, est d'autant plus grande lorsqu'il est enraciné dans une réalité locale. Il se développe de la manière la plus créative lorsqu'il approche ses limites, les interstices, les points de convergences. Ces espaces sont les lieux de rencontre de différentes cultures, comme par exemple entre les Américains de Earth First! et les syndicats de bûcherons ou entre les travailleurs du métro de Londres et Reclaim the Streets. Les mondes dont rêvent les mouvements d'aujourd'hui seront à l'image des écosystèmes: diversifiés, équilibrés et harmonieux.

La «course vers le bas» mondiale contraint des travailleurs, des communautés et des pays entiers à baisser les salaires, à dégrader les conditions de travail, à restreindre les mesures de protection de l'environnement et à réduire les dépenses sociales pour rester compétitifs et favoriser ainsi un bénéfice maximal pour les transnationales. Mais il a aussi fait naître des résistances dans le monde entier. Et partout les gens réalisent que leur résistance sera vaine si elle reste locale et isolée. Imaginez que vous parveniez après des années de lutte acharnée à obtenir la fermeture de la décharge locale de déchets toxiques qui polluent votre région. Que fait la compagnie propriétaire de la décharge? Elle la déplace purement et simplement là où les prix seront plus bas et l'opposition plus faible, par exemple dans le Tiers-Monde ou en Europe de l'Est. Pour toutes ces collectivités, le choix est simple: soit elles se livrent entre elles une compétition sans merci, soit elles coopèrent pour résister à la destruction de nos vies, des nos terres et de nos moyens de existence par le capitalisme sauvage.

Anticapitalisme au curry

La deuxième Conférence de l'AMP s'est tenue à Bangalore, en Inde, en août 1999. Six jours durant, des gens de plus de 25 pays, aussi variés que le Nicaragua et l'Indonésie, se sont réunis pour parler du réseau, de ses forces et de ses faiblesses et de la direction qu'il prenait. A court terme, c'était l'occasion de coordonner la résistance mondiale en vue du Sommet ministériel de l'OMC du 30 novembre, mais cette conférence a aussi engendré des changements fondamentaux dans la structure de l'AMP, dans sa philosophie et dans sa manière de se définir.

Il y a eu consensus sur le fait qu'il fallait étendre notre critique au-delà l'OMC et du " libre " échange et attaquer de manière générale le capitalisme et les autres formes de domination, telles que le sexisme et le racisme.

La décision a été prise de démarquer plus clairement le réseau de l'AMP de groupes opposés à la mondialisation mais dont les idées divergent fondamentalement des nôtres, comme les groupements d'extrême-droite, les partis politiques ou les ONG réformistes.

Les participants à la conférence ont également réfléchi aux moyens de développer le réseau, de consolider et de le faire sortir du royaume du cyberespace pour le faire passer davantage dans celui, plus concret, de notre quotidien.

La rencontre d'individus provenant d'horizons sociaux des plus variés s'est traduit par un travail de réflexion que tous ont pu ramener chez eux pour le mettre en pratique.

Le rapport se trouve dans son intégralité sur
http://www.squall.co.uk

La Caravane des paysans

La Caravane Intercontinentale, qui un mois durant a sillonné l'Europe au printemps 1999, était composée de 400 paysans et activistes dont des paysans d'une douzaine d'états indiens, des zapatistes, des Colombiens et des femmes du mouvement des paysannes sans terre du Bangladesh. Ceux-ci entendaient protester contre la dette, les termes inéquitables des échanges Nord-Sud, la mondialisation économique, les produits alimentaires génétiquement modifiés et la re-colonisation du Sud plus généralement. Dans 11 bus, ils ont traversé 12 pays européens pour rencontrer des militants des mouvements sociaux et environnementaux et partager leurs expériences. Des actions ont été menées entre autres aux sièges européens de Novartis et de Cargill. Des champs d'OGM ont été détruits en Grande Bretagne et dans divers endroits de France (en collaboration avec la Confédération Paysanne).

A l'Est, la caravane a rencontré des paysans écologistes polonais. Au Sommet du G8 à Cologne, une «manifestation du rire» a été étouffée par des arrestations massives. La caravane a contribué à établir des liens entre cultures et pays et à l'intérieur de ceux-ci, notamment entre citadins et paysans d'Europe. Le réseau établi pour l'accueil de la Caravane en France s'est structuré autour d'un périodique, " Sans-titre " qui a notamment organisé une Caravane anti-capitaliste (http://www.multimania.com/anticapitaliste/), qui ira de France à Prague, avec retour via Genève au mois d'octobre.

Pour plus de détails:
www.agp.org
N30:www.nadir.org/nadir/ initiativ/inter/UScaravan/

LE DÉBAT SUR LE RÉSEAU

18 juin: Jour comme les autres ou lancement d'un mouvement mondial sans précédent? Quelques réflexions rapides sur la réalité des liens internationaux, le battage publicitaire sur Internet à propos de l'événement, les ambiguïtés de certains discours sur la grande finance et la «mondialisation»... Et au fond, L'OMC est-elle vraiment l'ennemi suprême? Quelques contributions du réseau anglais sur des problèmes importants pour l'AMP.

La révolution ne se fera pas par e-mail

La majorité des habitants de la planète n'a jamais téléphoné. Internet est un instrument des élites. La plupart des reportages ou commentaires sur le 18 juin diffusés par les médias anglais répètent que l'action a été organisée grâce à Internet. S'il est vrai que cet outil de communication s'est révélé utile, la tendance générale des médias à se pencher sur son utilisation par des groupes radicaux en dit plus long sur la restructuration technologique de l'économie mondiale que sur la manière dont les gens ont véritablement participé à cet événement.

A quelques exceptions près, les organisateurs du J18 à Londres, par exemple, étaient tout à fait conscients des connotations élitistes de la technologie. Hormis l'usage qu'ils ont fait du web et du e-mail, les organisateurs ont fait des démarches qui, contrairement à la fausse croyance générée par les médias, sont encore essentielles à toute mobilisation ou mouvement: ils ont envoyé un millier de lettres proposant de participer à l'action dans plusieurs langues, imprimé plusieurs tracts à plus de 30 000 exemplaires, participé de manière régulière à des réunions et à des conférences ou en ont organisées, etc.

Les médias négligent ces moyens d'organisation archaïques, ce que tout mouvement visant à attaquer les inégalités et à créer des communautés libres et écologi-

Senegal, Séoul, Espagne (la Bourse de Madrid occupée, plus Barcelone, Ovideo, Avilles, Gijon, Asturias, Valencia), Genève (on lave les banques), Zurich, Grande Bretagne (Aberdeen, Ashton Court, Edinburgh, Glasgow, Lancaster, Lincoln, Newbury, la Bourse de Montevidéo>> Etats-Unis (Asheville, Boston, Eugene, Los An-

ques ne peut se permettre de faire. Internet est contrôlé et dominé par le «Nord» - et plus précisément par les riches du Nord. Vous ne pouvez avoir accès à Internet que si vous vivez dans un certain contexte et que vous disposez d'une certaine somme. Nous n'allons pas " nous connecter " avec les gens du Sud par Internet –contrairement à ce que les communiqués mythiques envoyés du fin fond de la jungle mexicaine par les Zapatistes grâce à un ordinateur portable pourraient laisser croire– pas plus que nous n'allons répondre aux besoins et désirs des gens de nos régions du Nord grâce à un nombre illimité de listes de discussion par e-mail. Pourquoi? Parce que le système de marché international va polariser de plus en plus les inégalités relatives aux possibilités d'accès à Internet et n'acceptera son utilisation militante que dans la mesure où celle-ci ne constitue pas une menace trop importante et n'entrave pas le développement commercial de la technologie. Même s'il était possible de tout organiser par Internet, cela ne serait pas souhaitable. Dans le système social actuel, Internet est à la communication ce que la voiture est au transport: un moyen utile pour aller d'un point A à un point B, mais qui en fin de compte met le tissu social en pièces.

Evidemment, nous allons continuer à utiliser Internet pour échanger les informations et pour contacter d'autres groupes partageant nos aspirations, mais en restant conscients de ses limites et de son évolution soumise aux règles du marché et en parallèle avec des activités qui nous engagent plus sur le plan humain. Un mouvement de base radical fera nécessairement appel à la chaleur réelle des rassemblements humains et aux " coups de gueule " dans la rue afin de mener à bien une véritable révolution des communications sociale et écologique. Et celle-ci ne sera sûrement pas envoyée par E-mail.

L'OMC sous le feu de la gauche et de la droite

Le discours sur la «Mondialisation» peut parfaitement s'inscrire dans la rhétorique du racisme d'extrême droite parce qu'il dénonce un capital international non relié à un lieu particulier comme étant la source des problèmes économiques et sociaux. Une analyse simpliste néglige le rôle du capital local dans le processus d'accumulation et d'exploitation et peut en arriver ainsi à proposer de défendre ce type d'économie contre le capital financier international…
Le discours sur la mondialisation s'accommode aussi facilement avec des théories de «conspiration». Dès lors, ce ne sont plus les processus de production et l'accumulation de capital qui retiennent l'attention, mais des cercles d'hommes (parfois de femmes) influents qui négocieraient à huis-clos l'avenir du monde…
Même à gauche, une large part du discours sur la mondialisation joue sur les cordes sensibles de l'émotionnel et en particulier sur la peur de la menace que représentent les multinationales pour les ressources vitales de chacun. Cette tendance est particulièrement prononcée dans le cadre de la lutte contre Monsanto et d'autres compagnies de technologie génétique, par exemple.

Une partie de la gauche écologiste considère la menace qui plane sur leurs ressources non tant comme une relation de pouvoir entre groupes sociaux, mais comme la destruction de la Mère Terre par un " monde moderne " à la dérive. Des concepts de gauche comme ceux de l'autogestion et de l'autonomie sont mêlées à des discours sur le régionalisme qui penchent parfois vers le racisme. De même, des critiques progressistes de la technologie reçoivent parfois le soutien de discours réactionnaires, voire fascistes.

Par contre, des analyses précises des processus de mondialisation dans leurs conséquences locales sont des éléments difficiles à intégrer à un discours de droite, surtout lorsque, bien ancrées dans la réalité materielle, elles font une évaluation critique de " l'espace public ".

Presque vraie: la réalité virtuelle de l'AMP

Combien, parmi les millions de personnes qui ont participé aux actions menées du 16 au 20 mai 1998, à la journée mondiale d'action du 18 juin, etc., connaissaient vraiment le G8 ou l'OMC? Combien étaient au courant des manifestations qui avaient lieu ailleurs? Combien avaient entendu parler de l'Action mondiale des peuples? Etc.

L'AMP doit une partie de son succès au fait qu'elle donne un nouvel éclairage internationaliste aux mouvements sociaux existants. Pourtant, tôt ou tard, nous allons devoir chercher les moyens de relier véritablement ces mouvements. De ce point de vue, la contribution de l'AMP ne peut pas se mesurer par la somme des manifestations qui semblent avoir un lien entre elles, pas plus que par une simple liste des personnes ou des groupes qui, d'une manière ou d'une autre, ont été en relation avec nous, à travers le comité de pilotage, les conférences, etc.

Pour juger de la contribution de l'AMP, il faut évaluer dans quelle mesure nous parvenons à transformer la qualité des relations entre les mouvements, pour mieux se connaître les uns les autres et pour améliorer nos capacités de mener des actions solidaires et nous soutenir mutuellement. La valeur de l'AMP ne réside pas dans une somme abstraite de différents mouvements, mais dans les communications réelles existant entre mouvements et entre individus et mouvements. Vu sous cet angle, l'AMP n'existe encore qu'à peine.
Plutôt que de rêver d'être le porte-parole mondial de tous ces mouvements, il nous faut travailler à développer et à intensifier les interconnexions concrètes à la base, qu'il s'agisse d'amitiés individuelles, de partage de ressources, d'action communes, d'entraide, de jumelage de mouvements ou autres. Les gens vivent et luttent à une échelle locale. L'échelle mondiale, ils la conçoivent toujours de là où ils se trouvent. Il n'existe aucun centre, nulle part, qui puisse espérer organiser et gérer tous ces liens mutuels qui se renforcent. Les forêts se développent sans que personne ne leur dise comment faire.

D'autres réflexions (en anglais) sur le J18 à l'adresse suivante:
www.infoshop.org/octo/j18_reflections.html

L'OMC est-elle vraiment l'ennemi suprême?

(Extrait d'un tract distribué à la manifestation de Londres pour N30)

Le capitalisme ne sera pas détruit par des actions isolées, aussi enthousiastes soient-elles. Il faudra un mouvement social à long terme de millions de personnes et il faudra que nous réfléchissions bien à ce que nous faisons, à la nature de notre ennemi et à quelles forces nous pouvons lui opposer.
Le concept de mondialisation est utilisé autant par les opposants de l'ordre mondial actuel que par ses défenseurs, mais cette idée peut se révéler trompeuse.

Il ne s'agit pas de l'affaiblissement de bons Etats démocratiques au profit de mauvaises multinationales échappant à tout contrôle. Ce sont les Etats démocratiques eux-mêmes, de concert avec les transnationales, qui met-

JAM DE PRAGUE: EXTRAITS DES APPELS CONTINENTAUX DU COMITE DE PILOTAGE DE L'AMP

AMERIQUE LATINE

… La mondialisation est le nouveau nom donné à la sauvagerie capitaliste et aux pillages qui commencèrent pour nos peuples en 1492, assassinant des millions de peuples indigènes et transformant les noirs en marchandise. C'est elle qui a amené la misère dans les campagnes, la destruction croissante de l'environnement et des écosystèmes, le déplacement des populations vers les villes et les terres moins fertiles, le renversement des reformes agraires, la privatisation et détérioration des services publiques et de l'eau, l'aggravation du chômage, la flexibilisation de formes de travail, la transformation des services publics, des biens communs, du savoir traditionnel et des modes de vie de nos peuples en marchandises pour le capital.
…. L'Amérique Latine a une longue histoire de résistance à toutes les formes de sauvagerie et de domination. Aujourd'hui, nous sommes appelés à unir nos luttes et actions contre l'ennemi commun de nos peuples. Des villes, champs et forêts, villages et voisinages, usines et bureaux, des maisons, des rues et des fermes, les voix et les actions de tous les latino-américains qui veulent un futur pour leurs fils et leurs filles se feront toujours plus fortes – des voix et des actions nés dans la dignité et de la longue histoire de rébellion de nos peuples.Movimiento de la Juventud Kuna, Panama ; Confederacion Unica Nacional de Afiliados al Seguro social Campesino – Coordinadora Nacional Campesino, Ecuador ; Federacion Nacional del Traba jo, Nicaragua ; Organizacion Negra Centroamericana, Honduras. Comité de pilotage de l'AMP pour l'Amérique Latine.

Si vous croyez que vous êtes trop petit pour avoir de l'influence, essayez de dormir avec un moustique.

geles, New York, Olympia, Washington D.C.)>> Zimbabwe….

tent sur pieds des structures telles que l'OMC. Les gouvernements et les compagnies se mettent d'accord pour abattre les obstacles à la libre circulation des capitaux et des marchandises, tout en maintenant ceux qui empêchent la libre circulation des personnes. Les Etats-nation n'ont rien à craindre de la mondialisation, puisqu'ils subsisteront en tant que prisons pour leurs propres citoyens. Ils ne s'affaiblissent aucunement. Au contraire, ils augmentent leur pouvoir de répression. Etat et capital vont de pair.
Nous devons bien nous demander pourquoi nous sommes contre l'OMC.

- Le " libre " échange n'est pas le problème fondamental puisque son contraire, le marché protégé, est aussi un marché.
- La " loi des marchés " non plus n'est pas le problème de base puisque son contraire, la loi des gouvernements, signifie le contrôle de nos vies par des politiciens plutôt que par des hommes d'affaires.
- La perte de souveraineté au bénéfice d'une institution internationale antidémocratique et irresponsable n'est pas un problème en soi puisque aujourd'hui nous ne contrôlons pas plus les soi-disant états démocratiques que l'OMC !
- Les capitalistes privés ne sont pas le problème puisque les entreprises étatiques font autant trimer leur personnel.
- Le gros business n'est pas un problème en soi puisque le petit business fonctionne avec les mêmes règles du marché.
- Le " libre " et inéquitable marché de l'OMC n'est pas le problème de fond puisque tout commerce puise dans la misère humaine.

Le problème, c'est le capitalisme dans son ensemble, c'est le fait que l'humanité est divisée contre elle-même. Politiquement elle est formée d'Etats-nation séparés, économiquement d'entreprises capitalistes (étatiques ou privées) concurrentes et humainement de travailleurs-consommateurs, individus fragmentés qui rivalisent les uns avec les autres.

Tirer les vraies leçons de Seattle

La victoire retentissante de Seattle, l'impact des manifs de Washington ou de Melbourne tiennent à trois choses:
- Les manifestants ne se sont pas contentés d'une manif symbolique avant (en se disant que le week-end il y aurait plus de monde) ou ailleurs (moins de risques). Ils sont venus EN SEMAINE, SUR PLACE pour vraiment empêcher, bloquer, la chose qu'ils condamnaient.
- Ils ont choisi une TACTIQUE (EN L'OCCURRENCE LE BLOQUAGE NON-VIOLENT) QUE BEAUCOUP DE MONDE ÉTAIT PRÊT À ASSUMER (alors que par exemple les initiatives plus "musclées" en général n'organisent vraiment - qu'on le veuille ou non - que des groupes plus
restreints).
- Ils se sont DONNÉ DES OBJECTIFS CLAIRS, QUI PERMETTAIENT À CHACUN(E) DE S'ORGANISER avec ses amiEs et de prendre une part vraiment active dans la manif. Les gens sont venus déjà organisés par " groupes d'affinité " : 10 à 20 personnes préparées pour se cadenasser dans tel carrefour, soigner les gazés, faire du théâtre de rue…

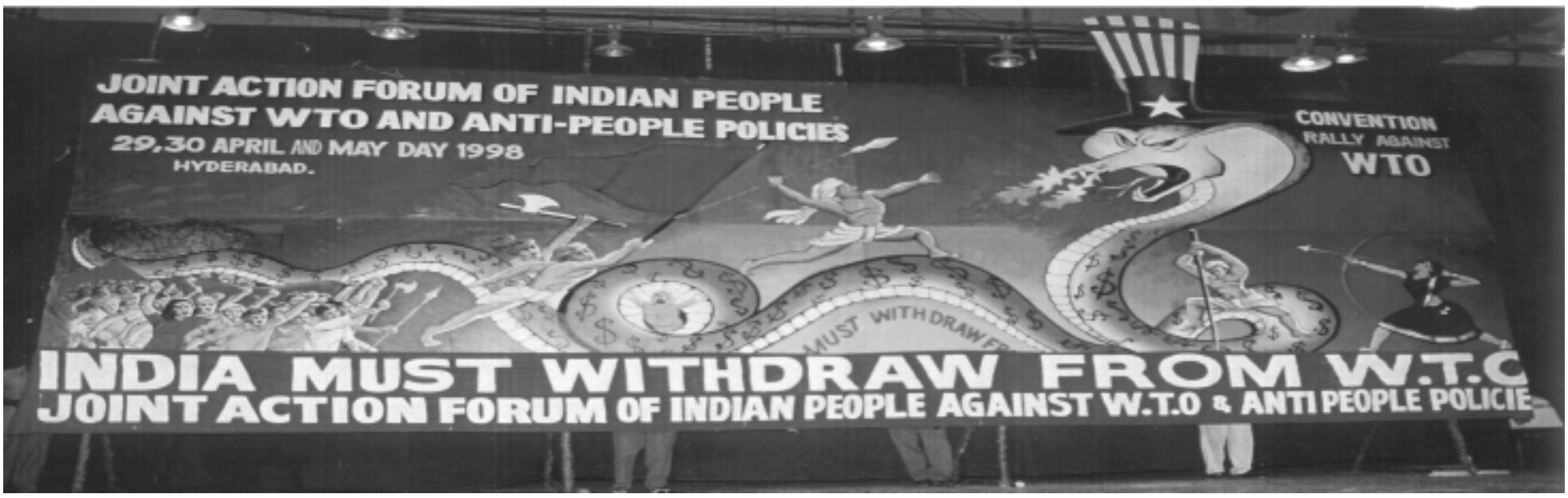
Nos manifs, en comparaison, sont assez minimalistes, parfois proches de la manipulation et des comportements consommateurs ou moutonniers: en général seules une ou deux dizaines de personnes savent ce qui est prévu et peuvent avoir l'initiative. A réfléchir, à préparer…

JAM DE PRAGUE: EXTRAITS DES APPELS CONTINENTAUX DU COMITE DE PILOTAGE DE L'AMP

AMERIQUE DU NORD

…Le Canada et les Etats-Unis ont été construits sur les bases racistes de l'occupation et du mensonge par rapport aux premiers habitants de ces terres. … Un affreux holocauste n'a pas fini de faire taire leur histoire… Ce chapitre tragique n'est pas terminé, mais est entré dans une nouvelle phase. Les colonialistes d'aujourd'hui ne laisseraient pas une pierre sans l'avoir retournée. …Le capitalisme est devenu une religion. On n'est pas libre de la remettre en cause ; il faut accepter que seuls l'argent et le profit ont une valeur. Tout doit être dirigé par la concurrence, comme si la vie était un jeu avec une sélection de gagnants et de nombreux perdants. Les élections ne sont qu'un théâtre, des alternatives chargées de sens sont éclipsées par les lumières brillantes de Disneyland.…Nous appelons les peuples du monde entier à répondre partout à l'appel de l'Action Mondiale des Peuples par des actions décentralisées le 26 septembre. Joignez vous aux peuples de tous les continents, en solidarité avec les actions dirigées contre le FMI/BM et le capitalisme global.La lutte continue!

Tampa Bay Action Group du réseau DAN, comité de pilotage AMP pour l'Amérique du Nord, " La convergence de luttes anti-capitalistes (CLAC), The Anti-Capitalist Convergence – Montreal " — member of the provisional PGA-NA co-convenor collective <clac@tao.ca>



Vous voulez participer à l'AMP?
Rien de plus facile! Il suffit d'envoyer votre cotisation annuelle et vous recevrez notre bulletin mensuel sur papier glacé que vous pourrez lire confortablement installé dans votre fauteuil. En tant que membre, vous pourrez vous brancher sur notre site et cliquer sur les lettres types de protestation à envoyer aux multinationales ou gouvernements de votre choix. Attendez, ce n'est pas tout! Si vous envoyez suffisamment de lettres, vous aurez droit à un bonus: Une fois par année, vous aurez le privilège de pouvoir participer à une action de masse soigneusement organisée pour vous par une équipe internationale de spécialistes.

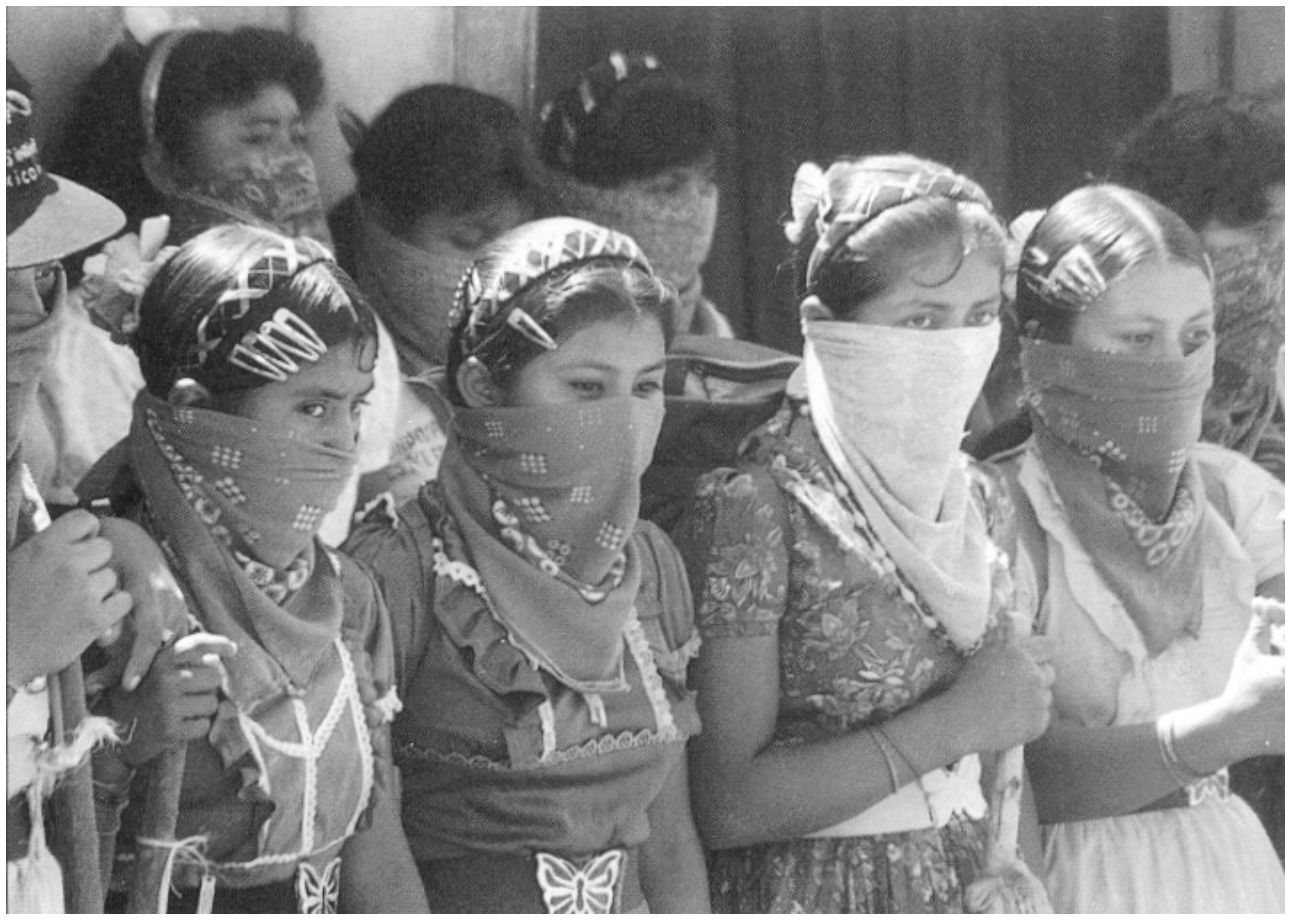
Vous y avez cru? Eh non, ce n'est pas comme ça que ça se passe…
L'AMP se base sur le concept d'action directe. Le but est de changer les choses à travers l'initiative et la participation de chacun, pour reprendre le contrôle de nos vies et de nos collectivités. Le rôle de l'AMP est simplement de favoriser ce processus à travers le monde. Participer veut dire se plonger dans le flot d'informations, faire circuler vos propres informations, réfléchir aux idées, rejoindre un groupe agissant dans votre région ou former votre propre groupe. Participer, c'est faire les liens entre les différents problèmes locaux. C'est aussi utiliser le bulletin de l'AMP, son site web et ses réseaux E-mail pour forger des liens internationaux. Participer, c'est aider à organiser les conférences régionales et internationales de l'AMP. Participer, c'est reconnaître qu'une action mondiale depuis la base, menée par des groupes, des réseaux et des organisations coordonnés et autonomes sera nécessaire si l'on veut abolir le capitalisme, la domination et la hiérarchie.
VOUS ETES L'ACTION MONDIALE DES PEUPLES
www.agp.org

Journée d'Action Mondiale du N30 : Buenos Aires>> Brisbane>> Brésil>> Québec>> Prague>> Grande Bretagne (Halifax, London, Leeds, Manchester, Totnes)>> Pays de Galles (Cardiff, Bangor)>> France (Lille, Avesne, Dijon, Toulouse)>> Allemagne (Berlin, Tubingen, Munich, Hamburg)>> Seoul>> India (New Dalhi,

APCM ? Quesako ?

L'APCM est un groupe genevois du réseau de l'AMP. D'une part, elle soutient et participe aux actions internationales; d'autre part, elle cherche à développer les échanges entre luttes et secteurs locaux, en participant aux coordinations contre la mondialisation, mais aussi en cherchant plus généralement à tisser des liens d'action et de réflexion entre groupes de solidarité internationale, squatters, féministes, syndicalistes, etc.
Contact :
APCM, Maison des Associations, 15 Rue des Savoises, GE 1205. < red-red2@span.ch>

Outre l'APCM, diverses initiatives à Genève se situent dans la perspective anti-capitaliste de l'AMP, entre autres : le Collectif Viva Zapata, le groupe de Solidarité avec les peuples indigènes en lutte, " le salon " (rencontres de débats et de réflexion), " Je sais tout " (petite publication irrégulière et irréverencieuse).



Viva Zapata !

Le Collectif Viva Zapata existe à Genève depuis le soulèvement zapatiste de 1994 au Mexique. Il informe sur l'évolution de la situation au Chiapas et y réagit par des actions/manifestations. Outre le rôle actif qu'il a joué dans le lancement de l'AMP suite aux Rencontres Internationales convoquées par les zapatistes au Chiapas (1996) et en Espagne (1997), il participe sur place, par l'envoi de volontaires aux Campements pour la Paix et aux Missions d'Observation mises sur pied par la Société Civile Internationale (CCIODH). Egalement, il agit au niveau des Parlementaires suisses (notamment en ce qui concerne les rapports économiques entre l'AELE et le Mexique) et des instances de l'ONU, en particulier de la Sous-Commission des Droits aux l'Homme et du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme.Le collectif dispose d'un fond pour soutenir l'EZLN et les communautés zapatistes en cas d'urgence, et il soutient des projets initiés par ces mêmes communautés. Cette année, le collectif a lancé la commercialisation d'un café biologique, respectant les normes du commerce équitable, cultivé par une coopérative de la zone de los Altos (projet Café Rebeldia). Il soutient aussi un projet d'éducation, dont le but est de construire une quarantaine d'écoles primaires dans la zone de conflit (Projet Semillita del Sol, Petite Semence du Soleil). Les enseignants seront indigènes et les programmes établis par les communautés selon leurs priorités d'enseignement. Le collectif travaille en collaboration avec les autres collectifs suisses et européens de soutien au Chiapas, ainsi qu'avec l'EZLN et le FZLN au Mexique.

[redacted]e du Collectif Viva Zapata : 11 rue des Savoises, Maison des Associations, 1207 Genève.Case Pos-[redacted]5, 1201 Genève 1.e-mail : genevachiapas@hotmail.com

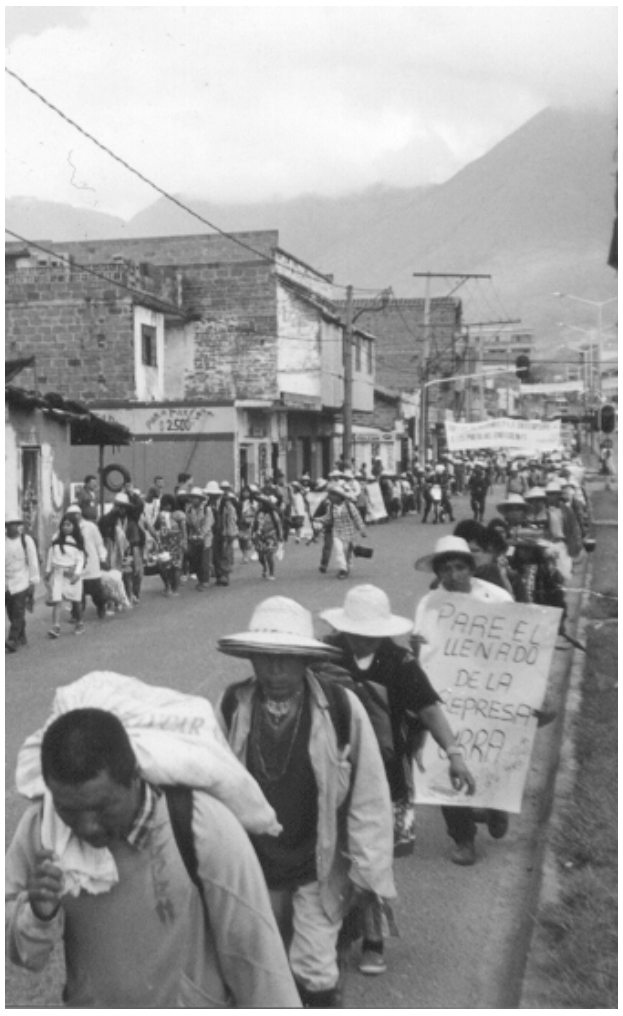
[redacted] tu es venu pour m'aider, alors tu peux retourner chez toi. [redacted] contre, si tu estimes que mon combat fait partie de ta [redacted] pour la survie, alors nous pouvons peut-être travailler [redacted]mble.»

Une femme indigène.

Avec les indigènes en lutte

La pénétration des multinationales exploitant les ressources naturelles en terre ancestrale de peuples indigènes représente très souvent une menace frontale pour la survie de ceux-ci, et tout particulièrement pour ceux d'entre eux qui ont réussi à préserver des pans de leur culture à l'écart de l'emprise du marché mondial.
Les peuples U'wa et Embera de Colombie sont de ceux-là: résistant les uns à l'exploitation pétrolière, les autres à un mégabarrage, ils sont devenus les symboles vivants de tout le mouvement indigène de Colombie.
C'est à partir de ces deux situations que le collectif de Solidarité avec les Peuples Indigènes en lutte s'est mis en place à Genève et à Neuchâtel; il a notamment impulsé, avec d'autre groupes européens, une tournée continentale de représentants de ces peuples, et participé à la création d'un réseau européen de soutien.
Le collectif va continuer de suivre ces situations de près, et cherche à étendre ses activités à d'autres situations similaires.

contact:
Collectif de Solidarité avec les Peuples Indigènes en lutte,
11 rue des Savoises, Maison des Associations, 1207 Genève.
lutindigen@hotmail.com alkas@pingnet.ch



Programme d'automne genevois contre la mondialisation

A Prague et dans 100 villes du monde le mardi 26 septembre
Journée d'Action Mondiale contre la réunion du FMI/Banque Mondiale

A Genève le 26.9.00 dès 11H30

Pique-Nique-le-FMI..

...devant les bureaux du FMI, 58 Rue Moillebeau (Bus 3)

Org: APCM, Comité Suisse de l'Appel de Bangkok

Vendredi 29 septembre à 20H15
Conférence–débat

Luttes Populaires vs Mondialisation Capitaliste

Uni-Bastions, Salle B101

- Luttes des femmes dans la nouvelle division internationale du travail par Sylvia Federici
- Luttes contre le FMI, en Afrique et ailleurs par George Caffentzis
- Les syndicats et le mouvement contre la mondialisation en Amérique du Nord par Dave Bleakney, syndicat des postiers canadiens
- Dernières nouvelles de Prague

Samedi 30 septembre de 10h. à 16h.
Ateliers au Café Artamis, 12 Quai du Rhône repas servis

Cycles de luttes et contre-offensives capitalistes

Les compromis sociaux de l'après-guerre étaient déjà une réponse aux luttes des années 30. Celles des années 1960 et 1970 les ont mis en crise et provoqué la contre-offensive «néolibérale» qui a imposé une nouvelle division internationale du travail. Aujourd'hui, de nouvelles stratégies et formes de lutte répondent à ce capitalisme plus féroce, mais aussi plus fragile.

Défense des salarié-e-s et lutte contre le travail capitaliste

Syndicats, femmes, paysans, squatters: ensemble face à l'OMC, divisées dans les luttes?
Lutter pour l'emploi (ou pour l'égalité des femmes) est-ce lutter pour être exploitéeE?

N.B. Pour les deux thèmes : le rôle central des femmes - émigrées, paysannes, ménagères, chômeuses, précaires, exploitées des «maquilas», etc.

Lundi et Mardi 16-17 octobre
Caravane anticapitaliste

Depuis le 30 août et ce jusqu'au 25 octobre, le réseau français «Sans-titre» s'est mis sur la route pour lutter pour un monde plus juste, contre le capitalisme. Sur le chemin du retour de Prague, l'étape genevoise de la Caravane anti-capitaliste sera ponctuée par :

Lundi 16: un accueil à l'Usine, suivi d'une parade/action de rue.
La caravane propose un Monopoly géant retraçant les méfaits de la banque mondiale/FMI.
RDV pour pique-nique 12h. place des Volontaires.

Mardi 17: un forum de discussion et rencontre tentera de tirer des leçons du passé et des pavés sur le futur ...et le soir à l'heure où les chiens n'aboient plus:

Metal vs Kapital...

...fera trembler nos murs. Rendez-vous à 21h. à l'Usine

Organisation: Comité d'accueil de la caravane anticapitaliste à Genève
Contact: Usine 022 781 34 90, Infokiosk 022 345 47 46, Courriel: spiritofdavos@yahoo.com

Ce journal coûte plus de 3 francs. Donnez ce que vous pouvez/voulez.

L'AMP recherche des financements pour la conférence régionale d'Asie et la prochaine conférence mondiale en Bolivie. Contribuez au soutien du réseau de l'AMP avec un don à: Mouvements Populaires et Mondialisation (MPM), CCP 17-305507-3

Pour des informations sur l'AMP, Prague et le mouvement international, consulter la page Web de l'AMP et les autres pages (s26, Sans-titre, etc.) qui lui sont liées:

www.agp.org